



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction générale des douanes
et droits indirects**

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DE LA
SOUVERAINETÉ INDUSTRIELLE, ÉNERGÉTIQUE ET NUMÉRIQUE
Direction Générale des Douanes et Droits Indirects
Sous-Direction des Finances et des Achats

Bureau des achats (FIN 2)

11, RUE DES DEUX COMMUNES
93 558 MONTREUIL CEDEX

**ACCORD-CADRE RELATIF A LA FOURNITURE ET DISTRIBUTION
D'EFFETS D'HABILLEMENT, D'ACCESSOIRES ET D'EQUIPEMENTS
DESTINES AUX PERSONNELS DE LA DIRECTION GENERALE DES
DOUANES ET DROITS INDIRECTS (DGDDI)**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
N° 2025-16**

**LOT 1: FOURNITURE D'EFFETS D'HABILLEMENT, ACCESSOIRES ET
EQUIPEMENTS, MISE A DISPOSITION D'UNE SOLUTION LOGICIELLE
DE GESTION DES COMMANDES ET PRESTATIONS LOGISTIQUES**

**LOT 2: FOURNITURE DE TENUES SERIGRAPHIEES ET LEURS
EQUIPEMENTS DE PROTECTION PASSIVE DESTINES AUX AGENTS
MOTOCYCLISTES DE LA DIRECTION GENERALE DES DOUANES ET
DROITS INDIRECTS (DGDDI)**

Procédure de passation : APPEL D'OFFRES OUVERT

En application des articles L.2124-2, R.2124-2 et R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique dans sa version annexée à l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du Code de la commande publique et au décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du Code de la commande publique, en vigueur au jour de la publication de l'avis d'appel à la concurrence.

TABLE DES MATIERES

Article 1 -	OBJET DE L'ACCORD-CADRE.....	5
Article 2 -	ALLOTISSEMENT	5
Article 3 -	CARACTERISTIQUES DE L'ACCORD-CADRE.....	6
3.1	Forme et montant de l'accord-cadre	6
3.2	Durée de l'accord-cadre	7
3.3	Clause de non-exclusivité	7
Article 4 -	DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	7
Article 5 -	CLAUSE DE REEXAMEN	8
5.1	Circonstances ouvrant droit au réexamen	8
5.2	Modalités de mise en œuvre de la clause de réexamen.....	9
Article 6 -	MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS : GENERALITES	10
6.1	Démarrage de l'exécution des prestations forfaitaires du marché (lot 1)	10
6.2	Emission des bons de commande.....	11
6.3	Délais d'exécution.....	12
6.4	Plan de progrès.....	13
Article 7 -	Évaluation du fournisseur.....	15
Article 8 -	REPRESENTATION DES PARTIES.....	16
8.1	Représentation de l'acheteur	16
8.2	Suivi de l'exécution et représentation du titulaire	16
Article 9 -	LIVRAISON DES PRESTATIONS	17
9.1	Généralités	17
9.2	Modalités d'étiquetage, de conditionnement et d'emballage.....	18
9.3	Modalités de livraison du Système d'Information et des livrables documentaires associés (attendus au titre du forfait du lot 1)	19
9.3.1	Modalités de livraison des livrables documentaires attendus au titre des prestations de mise en place du SI	19
9.3.2	Modalités de livraison de la solution informatique.....	20
9.4	Modalités de livraison des Têtes De Série (TDS).....	20
9.5	Modalités de livraison des livrables attendus au titre de la prestation de transfert des stocks (Lot1-UORTS01, UORTS02, UORTS03) et de transférabilité au terme du marché (Lot1- UOFM01).....	21
9.6	Modalités de livraison des effets livrés au stock du titulaire du lot 1	21
Article 10 -	MODALITES DE VERIFICATION DES PRESTATIONS.....	23
10.1	Généralités	23
10.2	Vérification de la solution logicielle de gestion des commandes et des livrables documentaires associés (attendus au titre du forfait)	24
10.2.1	Vérification de la solution logicielle et des livrables documentaires associés	24
10.2.2	Vérification des livrables documentaires attendus au titre des prestations de mise en place du SI.....	27
10.3	Vérification de la prestation mensuelle de stockage des effets, de support à destination des agents et maintenance du SI (Lot 1-UO-L01).....	28
10.4	Vérification des têtes de série (TDS)	28
10.5	Vérification des prestations de transfert des stocks (lot1-UORTS01, UORTS02, UORTS03) et de transférabilité au terme du marché (lot 1-UOFM01)	29
10.6	Vérification des fournitures du lot 1 et du lot 2 livrées au stock déporté mis en œuvre par	

le lot 1	30
10.7 Transfert de propriété des effets	32
Article 11 - PROPRIETE INTELLECTUELLE	32
11.1 Concession de droit d'utilisation du SI fourni par le titulaire du lot 1	32
11.2 Propriété intellectuelle relative aux descriptifs des effets fournis au titre des lots 1 et 2	33
Article 12 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE	34
12.1 Responsabilité du titulaire dans le stockage des effets, équipements, accessoires et données qui lui sont confiées	34
12.2 Obligation de résultat	34
12.3 Obligation de conseil, d'information et d'alerte	35
12.4 Obligation de confidentialité	36
12.5 Mesures de sécurité	37
Article 13 - GARANTIE	38
Article 14 - RÉGIME FINANCIER	38
14.1 Forme et contenu des prix	38
14.2 Modalités de révision des prix	39
14.3 Clause de sauvegarde	41
Article 15 - MODALITES DE PAIEMENT	41
15.1 Avances	41
15.2 Retenue de garantie	42
15.3 Acomptes	42
15.4 Nantissement et cession de créances	42
15.5 Modalités de facturation	43
Article 16 - CLAUSE D'INSERTION PAR L'ACTIVITE ECONOMIQUE	44
16.1 Publics visés	45
16.2 Objectif d'insertion	45
16.3 Modalités de mise en œuvre des actions d'insertion	46
16.4 Le dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales	46
16.5 Modalités de contrôle de l'action d'insertion	47
16.6 Clause RGPD relative au contrôle et au suivi de l'action d'insertion	48
Article 17 - DISPOSITIONS ENVIRONNEMENTALES	49
17.1 Protection de l'environnement	49
17.2 Lutte contre les substances préoccupantes	50
17.3 Démarche « zéro déchet »	50
17.4 Gestion des déchets	50
17.5 Etablissement d'un bilan d'émissions de gaz à effet de serre (BEGES)	51
17.6 Transmission des données relatives à l'origine des produits dans le cadre des marchés publics	52
Article 18 - PÉNALITÉS	52
18.1 Pénalités applicables en cas de retard dans la livraison des têtes de série (TDS) (applicable aux lots 1 et 2)	53
18.2 Pénalités applicables en cas de retard dans l'exécution de la prestation de transfert des stocks existants et dans l'exécution de la prestation de transférabilité au terme du marché (applicable au lot 1)	54
18.3 Retard sur la livraison en recette du SI (applicable au lot 1)	54
18.4 Retard de livraison des effets, équipements et accessoires livrés au stock (applicable aux lots 1 et 2)	55
18.5 Retard dans les contrôles opérés par le titulaire du lot 1 lors des livraisons effectuées au stock par le titulaire du lot 2 ou des tiers (applicable au lot 1)	55

18.6	Retard dans la livraison des effets aux agents sur le site de livraison final (applicable au lot 1)	55
18.7	Pénalités liées à la maintenance du SI (applicable au lot 1)	56
18.7.1	Pénalités liées au non-respect des taux de disponibilité	56
18.7.2	Pénalités en cas de dépassement des délais de prise en charge et résolution des d'incidents	56
18.8	Pénalités liées au service support (UOL02 applicable au lot 1)	57
18.8.1	Pénalités relatives aux demandes adressées au support	57
18.8.2	Pénalités liées au SAV	57
18.9	Pénalités pour non-respect de l'engagement d'insertion par l'activité économique	57
18.10	Pénalités applicables en cas de non-respect de toute autre obligation du présent accord-cadre	58
18.11	Plafond de pénalités	58
Article 19 -	RESILIATION	58
Article 20 -	EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	59
Article 21 -	DISPOSITIONS DIVERSES	59
21.1	Langue	59
21.2	Sous-traitance	59
21.3	Assurances	60
21.4	Autres obligations administratives	61
21.5	Traçabilité sociale des chaînes d'approvisionnement	62
21.5.1	Principes généraux	62
21.5.2	Obligations du Titulaire	62
21.6	Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence	63
21.6.1	Suspension de l'exécution des prestations à la demande du titulaire	64
21.7	Règlements des différends	64
21.8	Litiges et contentieux	66
Article 22 -	DÉROGATIONS	66

Article 1 - OBJET DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre a pour objet la **fourniture, le stockage, et la distribution d'effets d'habillements, d'accessoires et d'équipements** destinés aux agents masculins et féminins de la direction générale des douanes et droits indirects (DGDDI). Le présent accord-cadre, a en outre pour objet la **mise en place et le maintien en condition opérationnelle d'une solution logicielle de gestion des commandes et des stocks**.

Article 2 - ALLOTISSEMENT

En application de l'article L. 2113-10 du Code de la commande publique, le marché fait l'objet d'un allotissement.

Le **lot n°1** a pour objet la fourniture, le stockage, et la distribution d'effets d'habillements, d'accessoires et d'équipements destinés aux agents masculins et féminins de la direction générale des douanes et droits indirects (DGDDI), y compris la mise à disposition d'une solution logicielle de gestion des commandes et des stocks.

Dans le cadre de ce lot 1, le titulaire est chargé de réaliser les prestations suivantes :

- La fourniture d'effets et d'accessoires suivants :

Groupe 1 : Polos – tee shirts – pulls- chemises UBAS

Groupe 2 : Gants

Groupe 3 : Combinaisons intégrales

Groupe 4 : Coiffes

Groupe 5 : Vestes-manteaux

Groupe 6 : Pantalons-jupes-autres effets bas

Groupe 7 : Effets chaussants

Groupe 8 : Insignes

Groupe 9 : Chemises

Groupe 10 : Accessoires

Groupe 11 : Sous-vêtements

- La reprise des stocks actuels de la DGDDI ;
- Le stockage (des effets du lot 1, du lot 2 et fournis par des tiers), la distribution et le suivi des commandes ;
- La mise à disposition d'une solution logicielle de gestion des commandes et des stocks ;
- La transférabilité au terme du marché des stocks et données informatiques.

Le **lot n°2** a pour objet la fourniture de tenues de service pour les agents motocyclistes des douanes.

Dans le cadre de ce lot, le titulaire est chargé de réaliser les prestations suivantes :

- La fourniture d'effets et d'équipement de protection passive :

Groupe 1 : Tenue de service des agents motocyclistes

Groupe 2 : Tenue de pluie des agents motocyclistes et sa housse

Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (ci-après « CCAP ») est commun aux deux lots.

Les fournitures et prestations sont décrites dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) dédié à chaque lot.

Dans la suite du présent CCAP, sauf précision contraire :

- Le terme « *accord-cadre* » désigne indistinctement les accords-cadres issus des lots 1 et 2 susmentionnés ;
- Le terme « *titulaire* » désigne l'opérateur économique ou le groupement d'entreprise titulaire de l'un ou l'autre des lots ;
- Les termes « *Personne publique* », « *Douane* », « *Acheteur* », « *DGDDI* » et « *Administration* » désignent le pouvoir adjudicateur.

Article 3 - CARACTERISTIQUES DE L'ACCORD-CADRE

3.1 Forme et montant de l'accord-cadre

Chaque lot constitue au sens de l'article L. 2125-1 1° et des articles R. 2162-1 à R. 2162-6 et R. 2162-13 à R. 2162-14 du Code de la commande publique, un accord-cadre mono-attributaire.

Le **lot n° 1** est conclu à **prix mixtes** et comprend, **(i)** une partie forfaitaire relative à la mise en œuvre de la solution logicielle, et **(ii)** une partie à bons de commande conclue sans montant minimum, mais **avec un montant maximum** défini à : **57 500 000,00 € HT**, soit **69 000 000,00 € TTC** sur la durée totale de l'accord-cadre (soit six ans).

Le **lot n° 2** est conclu à **prix unitaires**, sans montant minimum, mais avec un montant maximum défini à **5 416 666,67 € HT**, soit **6 500 000,00 € TTC** sur la durée totale de l'accord-cadre ;

Le montant total du lot n° 1 est estimé à **28 591 666,67 € HT** soit **34 310 000,00 € TTC** sur la durée totale de l'accord-cadre soit six (6) ans ;

Le montant total du lot n° 2 est estimé à **2 629 166,67 € HT** soit **3 155 000,00 € TTC** sur la durée totale de l'accord-cadre.

Ces montants estimatifs sont communiqués à titre indicatif et n'engagent pas le pouvoir adjudicateur.

Les bons de commande seront émis au fur et à mesure des besoins exprimés par l'acheteur.

Les prestations forfaitaires du lot 1 s'exécutent à compter de l'émission de l'ordre de service défini à l'article 6.1 du présent CCAP.

L'accord-cadre est exécuté par l'émission de bons de commande, conformément aux dispositions des articles L. 2125-1, R. 2162-2, R. 2162-4 et R. 2162-5 du Code de la commande publique.

3.2 Durée de l'accord-cadre

L'accord cadre est conclu pour une **durée ferme de six (6) ans**, à compter de sa date de notification au titulaire.

Conformément aux dispositions de l'article L2125-1 du Code de la commande publique, le présent accord-cadre est passé pour une durée supérieure à quatre (4) ans, dans la mesure où :

- Elle favorise la concurrence en amortissant le coût du transfert des stocks et de confection des têtes de série ;
- Elle permet d'amortir les coûts de mise en œuvre du SI pour le lot 1 ;
- Elle sécurise durablement l'approvisionnement des agents.

Cette durée dérogatoire est motivée par la nécessité d'assurer une cohérence technique et fonctionnelle entre la fourniture des effets, la distribution, le stockage et la solution informatique associée.

Cette durée s'entend de la durée maximale de validité du marché à savoir la période pendant laquelle l'acheteur peut valablement émettre des bons de commande.

Tous les bons de commande émis pendant la durée de validité de l'accord-cadre doivent être honorés par le titulaire. Par ailleurs, l'exécution des bons de commande peut se prolonger au-delà de la date limite de validité de l'accord-cadre dans les conditions de l'article R. 2162-5 du Code de la commande publique.

3.3 Clause de non-exclusivité

La présente clause de non exclusivité permet, le cas échéant, à l'acheteur de se fournir en effets prévus au contrat auprès de prestataires tiers à l'accord-cadre pour :

- les gants motocyclistes attendus au titre du groupe 2 du lot 1 ;
- les sacs à dos attendus au titre du groupe 10 du lot 1.

Par ailleurs l'acheteur se réserve la possibilité de s'approvisionner auprès de services de l'Etat assurant une production internalisée en application de l'article L2511-1 et suivants du code de la commande publique.

Article 4 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché est soumis aux dispositions du code de la commande publique.

Les documents contractuels régissant le marché sont, pour chaque lot, et par ordre de priorité décroissant :

- **L'acte d'engagement (formulaire ATTRI1)** daté et signé et son **annexe financière** (pour le lot 1 : Bordereau des prix unitaires - « BPU » et détail du prix global et forfaitaire - « DPGF » ; pour le lot 2 : bordereau de prix unitaires – « BPU ») ;

- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) n°2025-16 et ses annexes :
 - Annexe 1 relative aux sites de livraison
 - Annexe 2 relative à l'application du règlement général sur la protection des données (RGPD)
 - Annexe 3 relative à l'évaluation des prestations exécutées par le titulaire
 - Annexe 4 relative aux clauses sociales ;
- Le **Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)** n° 2025-16 relatif au lot considéré et ses annexes :
 - Annexe 1 relative à la description détaillée des effets à fournir par le titulaire du lot 1
 - Annexe 2 relative à la liste des effets tiers à intégrer dans le stock du titulaire et distribués par ce dernier aux agents des douanes
 - Annexe 3 relative au stock des effets détenus par le titulaire précédent et par le service central de l'habillement (SCH), à transférer dans le stock du nouveau titulaire
 - Annexes 4 relative à la politique de sécurité des systèmes d'information de l'Etat
 - Annexe 5 relative aux paliers techniques de la DGDDI
 - Annexe 6 relative au format des données de la passerelle RUSH
 - Annexe 7 relative au format des données à reprendre lors de la mise en place du SI par le titulaire du lot 1 ;
- Le **Cahier des Clauses Administratives Générales** applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et de Services (**CCAG/FCS**), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Le Cahier des clauses simplifiées de cybersécurité (CCSC) approuvé par l'arrêté du 18 septembre 2018 ;
- L'offre du titulaire relative au lot considéré ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs postérieurs à la notification de l'accord-cadre.

En cas de contradiction ou de différence entre les documents régissant le marché, ces documents prévalent dans l'ordre dans lequel ils sont énumérés ci-dessus.

Les exemplaires originaux des documents contractuels conservés dans les archives de l'administration font seuls foi.

Article 5 - CLAUSE DE REEXAMEN

5.1 Circonstances ouvrant droit au réexamen

Sans préjudice de la faculté de réviser ponctuellement les dispositions du présent marché par avenant dans les conditions strictement prévues par l'article L.2194-1 et suivants du Code de la Commande Publique, les parties se rencontreront, en vue d'examiner l'opportunité d'adapter leur situation contractuelle à d'éventuelles modifications des caractéristiques et composantes du marché, dans les circonstances suivantes :

- en cas de changement de circonstances non envisagé lors de la conclusion du contrat impactant durablement et significativement l'une ou l'autre des parties ;

- en cas de modifications/adaptations nécessaires des prestations/fournitures objet du contrat ;
- en cas de nouveau besoin de la douane inclus dans le périmètre du marché, dans le périmètre d'activité du titulaire défini au contrat et répondant à l'objet du contrat ;
- en cas d'évolution techniques ou technologiques : la présente clause peut être mise en œuvre pour toutes évolutions techniques ou technologiques. En cours d'exécution du marché, la DGDDI peut, avec le consentement du titulaire, procéder à des modifications et à des ajouts des fournitures ou prestations prévues au marché afin de répondre à des évolutions d'ordre technique ou technologique ;
- en cas d'évolution réglementaire ou normative : en cours d'exécution du marché, une évolution de la réglementation ou des normes applicables au marché peut avoir pour effet de rendre obligatoire la modification de l'offre consistant en la modification des prestations ou fournitures figurant au contrat, et/ou l'ajout d'un ou plusieurs équipements ou de prestations non prévus initialement au contrat. En tout état de cause, l'augmentation des prix résultant de cette situation ne saurait excéder le coût de la mise aux normes des prestations.

Ces évolutions peuvent notamment aboutir à :

- la substitution de la prestation ou de la fourniture initiale par une prestation ou une fourniture de remplacement notamment en cas de disparition de la prestation ;
- ou l'ajout d'une nouvelle prestation ou fourniture par déclinaison fonctionnelle d'une prestation ou fourniture déjà existante au marché.

En tout état de cause :

- En cas de modification : la prestation/fourniture modifiée est conforme aux spécifications fonctionnelles prévues au marché et doit être techniquement équivalente ou supérieure à la prestation/fourniture proposée initialement.
- En cas d'ajout : la prestation/fourniture ajoutée est conforme à l'objet du marché et nécessaire à la bonne exécution du marché ou à l'équipement des douaniers.

Le prix net de la prestation/fourniture modifiée ou ajoutée est déterminé de la manière suivante : le titulaire justifie par tout moyen l'équivalence des conditions économiques entre la prestation modifiée ou ajoutée et la prestation existant au marché, notamment par la communication de son taux de marge.

Dans l'hypothèse où la prestation/fourniture ajoutée n'était pas présente au marché, la DGDDI peut demander tout justificatif permettant de prouver l'adéquation du prix au prix du marché et le prix fixé par le titulaire ne peut excéder le prix public de l'équipement ou de la prestation.

5.2 Modalités de mise en œuvre de la clause de réexamen

A l'initiative du titulaire : le titulaire remet une proposition comprenant :

- les justificatifs techniques décrivant la prestation à modifier ou les fournitures à ajouter ;
- les caractéristiques techniques de la prestation à ajouter ou modifier ;
- la documentation technique de la prestation à ajouter ou modifier ;

- éventuellement l'annexe financière que le titulaire souhaite mettre à jour et les justificatifs tarifaires associés.

A compter de la réception de la proposition complète susvisée, la DGDDI dispose d'un délai de **quinze (15) jours calendaires** pour valider la modification ou l'ajout.

L'absence de réponse dans le délai indiqué vaut **rejet** de la demande de modification ou ajout concerné. Le Titulaire, lorsqu'il est à l'origine de la demande, ne peut prétendre à aucune indemnité ni aucun dédommagement, à quelque titre que ce soit, en cas de rejet par la DGDDI de la demande de modification ou d'ajout.

Si la demande de modification ou d'ajout est acceptée par la DGDDI, elle est intégrée au contrat par voie d'avenant.

A l'initiative de la DGDDI : la DGDDI notifie par tout moyen sa demande de modification/intégration au titulaire qui dispose d'un délai de **quinze (15) jours calendaires** pour accepter la modification ou l'ajout. L'absence de réponse dans le délai indiqué vaut **acceptation** de la modification ou ajout concerné.

La demande de modification ou d'ajout acceptée par le titulaire est intégrée au contrat par voie d'avenant.

En cas de contre-proposition du titulaire, la DGDDI dispose d'un délai de **quinze (15) jours calendaires** pour valider la modification ou l'ajout résultant de la contre-proposition. L'absence de réponse dans le délai indiqué vaut **rejet** de la contre-proposition. Le Titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité ni aucun dédommagement, à quelque titre que ce soit, en cas de rejet par la DGDDI cette contre-proposition.

Les modifications entrent en vigueur à la date de notification de l'avenant. La date retenue pour l'application des prix initiaux pour les fournitures ou prestation ajoutées est celle de la notification de l'avenant par l'administration au titulaire

A ce titre, les modifications interviennent conformément aux dispositions des articles L.2194-1 1° et R.2194-1 du Code de la commande publique.

En cas d'évolution ou d'ajout d'un nouvel effet au BPU, le titulaire est tenu de produire des TDS dans les conditions de l'article 5.3 du CCTP du lot 1 et 5 du CCTP du lot 2. Dans ce cas le délai de livraison de ces têtes de série sera revu conjointement par les parties.

Article 6 - MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS : GENERALITES

6.1 Démarrage de l'exécution des prestations forfaitaires du

marché (lot 1)

Le démarrage de l'exécution des prestations de la partie forfaitaire du lot 1 fait l'objet d'un ordre de service de démarrage. Cet ordre de service devra être notifié au titulaire dans un **délai de six (6) mois** à compter de la notification du marché conformément à l'article 3.8 du CCAG-FCS.

L'ordre de service (OS) de démarrage de la prestation forfaitaire du lot 1 est notifié au titulaire par tout moyen permettant de donner date certaine à sa transmission.

La date de démarrage des prestations fixée dans l'ordre de service vaut point de départ des délais d'exécution de la prestation conclue à prix forfaitaire.

La prestation forfaitaire du lot 1 ne peut être réalisée ou livrée par le titulaire, ni ne peut ouvrir droit à paiement si elle n'a pas été précédée de l'émission de l'ordre de service notifié au titulaire du présent marché.

Par dérogation au délai fixé à l'article 3.8.2 du CCAG-FCS, le titulaire dispose d'un **délai de dix (10) jours ouvrés** à compter de la notification de l'ordre de service pour présenter, sous peine de forclusion, ses observations. Passé ce délai, l'ordre de service est réputé accepté sans réserve.

Chaque ordre de service est établi par l'acheteur. Le titulaire s'engage à accuser réception de tout ordre de service auprès du Bureau FIN2, par courriel à l'adresse suivante : dg-fin2-achats@douane.finances.gouv.fr.

L'ordre de service comporte, *a minima*, les informations suivantes :

- La référence du marché (numéros Chorus communiqués lors de la notification du marché) ;
- Le nom de l'autorité émettrice de l'ordre de service ;
- Le code de service exécutant (**FAC7540075**) ;
- La désignation des prestations objet de l'ordre de service ;
- La date de démarrage des prestations ;
- Le montant total HT et TTC de la prestation forfaitaire correspondant à l'ordre de service ;

6.2 Emission des bons de commande

Les 2 lots de l'accord-cadre s'exécutent par l'émission de bons de commande au fur et à mesure des besoins de l'acheteur, à l'exception des prestations forfaitaires relatives au lot 1.

Les bons de commande sont émis, pour le compte de l'acheteur, par Centre de Gestion Financière (CGF) de la Douane. Le titulaire s'engage à accuser réception de tout ordre de service et bon de commande auprès du bureau FIN 2, par courriel à l'adresse suivante : dg-fin2-appvisionnement@douane.finances.gouv.fr.

Les modalités d'émission des bons de commande sont susceptibles d'évoluer pendant toute la durée du marché. En cas d'évolution, l'acheteur en informera le titulaire avant toute nouvelle commande.

L'émission des bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité du marché.

Aucune prestation ne peut être réalisée par le titulaire, ni ne peut ouvrir droit à paiement si elle n'a pas été précédée de l'émission d'un bon de commande.

Les bons de commande émis pendant la durée de validité du marché doivent être honorés par le titulaire jusqu'à leur expiration complète dans les conditions du présent CCAP.

Les bons de commande comportent, *a minima*, les informations suivantes :

- La référence de l'accord-cadre (numéro Chorus communiqué lors de la notification du marché) ;
- La date d'émission et son numéro d'engagement juridique (numéro d'EJ) ;
- L'autorité émettrice du bon de commande ;
- Le code de service exécutant (**FAC7540075**) ;
- La désignation et la quantité des fournitures/prestations commandées ;
- Le prix unitaire HT et TTC de chaque type de fourniture/prestation commandé ;
- La date maximale de livraison ;
- Le taux de TVA applicable et son montant ;
- Le montant total HT et TTC du bon de commande ;
- La ou les adresses de livraison ou lieu d'exécution.

Par dérogation aux délais fixés aux articles 3.7.2 et 3.8.2 du CCAG/FCS, le titulaire dispose d'un **délai de dix (10) jours ouvrés** à compter de la notification du bon de commande pour présenter, sous peine de forclusion, ses observations. Passé ce délai, le bon de commande est réputé accepté sans réserve.

Par ailleurs, si le Titulaire entend invoquer un manquement de la Personne publique à ses obligations contractuelles, il doit le faire en visant expressément le présent article et dans le **délai de huit (8) jours ouvrés** suivant la survenance du manquement invoqué, par lettre recommandée avec avis de réception ou contre récépissé, ou par tout autre moyen permettant de donner date certaine à la réception. A défaut, il sera forclos et ne pourra plus se prévaloir du manquement de la Personne publique ni pour échapper à ses propres obligations contractuelles, de quelque nature qu'elles soient ni pour engager la responsabilité contractuelle de cette dernière.

6.3 Délais d'exécution

Les délais contractuels d'exécution sont précisés aux termes du CCTP, ou le cas échéant dans chaque bon de commande dans le respect du calendrier contractuel, ou dans l'OS de démarrage de la prestation forfaitaire du lot 1.

En cas de défaillance du Titulaire ou de retard dans la livraison des prestations attendues, il encourt des pénalités de retard conformément aux stipulations de l'article 18 du présent CCAP.

Les calendriers opérationnels que les parties peuvent être amenées à échanger en cours d'exécution du marché ne peuvent par eux-mêmes avoir pour effet de modifier les délais contractuels d'exécution, seule la signature d'un avenant ou l'adoption d'une décision expresse de prolongation dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG/FCS pouvant le cas échéant avoir un tel effet.

Dans l'hypothèse où le titulaire identifie un événement, notamment un cas de force majeure, qui est

de nature à faire obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel, il peut demander une prolongation du délai d'exécution, dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG/FCS. Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire justifie des causes faisant obstacle à l'exécution de tout ou partie des prestations dans le délai contractuel et du lien de causalité entre cette impossibilité et l'évènement perturbateur.

Dans l'hypothèse où le titulaire identifie un événement qui n'est pas de son fait et fait obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel, il peut demander un sursis de livraison dans les conditions de l'article 21.5 du CCAG/FCS. Pour bénéficier de ce sursis, le titulaire justifie des causes faisant obstacle à l'exécution de tout ou partie des prestations dans le délai contractuel et du lien de causalité entre cette impossibilité et l'évènement perturbateur.

Aucune demande de prolongation ou de sursis de livraison ne peut être présentée après l'expiration du délai contractuel de livraison.

Dès réception de la demande du titulaire, l'acheteur dispose d'un délai maximal de **dix (10) jours ouvrés** pour donner une réponse écrite au titulaire, transmise par tout moyen permettant de donner date certaine de réception par le titulaire.

L'absence de réponse de l'acheteur dans ce délai vaut rejet de la demande.

Une prolongation des délais ou un sursis d'exécution ne peuvent en aucun cas entraîner une augmentation du coût de la prestation. Le délai ainsi prolongé a les mêmes effets que le délai contractuel.

La prolongation du délai d'exécution peut être à l'initiative de l'acheteur qui en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

6.4 Plan de progrès

Les parties s'inscrivent dans le cadre d'une démarche d'amélioration continue des prestations du marché. Dans cette perspective, les parties conviennent d'élaborer conjointement un plan de progrès à la première date d'anniversaire de notification du présent accord-cadre.

Si le titulaire n'a pas fait de proposition à la date d'échéance indiquée ci-avant, l'acheteur peut décider d'appliquer la pénalité prévue à l'article 18.10 du présent CCAP.

Sans que cette liste soit exhaustive, le plan de progrès peut s'articuler autour des axes prioritaires suivants :

- Axe environnemental notamment sur des axes de réemploi d'effets usagés ou non utilisés et de recyclage des effets non réutilisables afin de permettre la revalorisation de la plus grande partie de ces effets ;
- Axe technique visant à améliorer la qualité des effets fournis aux agents ;
- Axe organisationnel relatif à l'optimisation et/ou à la décarbonation des livraisons ;
- Axe social.

Par ailleurs, le plan de progrès peut porter sur tout autre axe que les parties jugeraient pertinent.

Elaboration du plan de progrès :

La **démarche est initiée par le titulaire du contrat à la première date anniversaire du marché**. Il présente des propositions d'amélioration, tenant compte des retours d'expérience capitalisés à l'issue de la première période d'exécution des prestations, en détaillant les objectifs qu'il est en mesure d'atteindre, les actions, les ressources nécessaires et le calendrier envisagé afin d'élaborer conjointement un plan de progrès permettant la réalisation des axes de progrès ciblés. Ce plan d'actions précisera également les rôles et responsabilités des acteurs, les modalités de pilotage et d'évaluation.

Sur la base de cette proposition, les parties engagent des discussions afin d'élaborer le plan de progrès initial. A ce titre, les parties détaillent dans le plan de progrès le(s) :

- 1) objectifs ;
- 2) indicateurs de mesure ;
- 3) actions à la charge du titulaire ;
- 4) actions à la charge de l'acheteur ;
- 5) moyens et ressources mobilisés par chacune des parties ;
- 6) calendrier prévisionnel de chacune des actions et, le cas échéant, les modalités de partage des éventuels gains financiers ou autres que financiers.

Le Titulaire peut proposer à tout moment à l'administration des procédés ou produits innovants susceptibles d'apporter une valeur supplémentaire à ses prestations dans l'intérêt de l'acheteur. Il s'appuie dans cette perspective sur son savoir-faire interne ou applique une veille à l'endroit des fournisseurs susceptibles de proposer un tel procédé ou produit.

Cette démarche inclura, à chaque fois que pertinent, des améliorations des performances environnementales des prestations. À défaut, le Titulaire est tenu de justifier auprès de l'acheteur que les prestations ne présentent pas, sur la durée considérée, des évolutions susceptibles d'en améliorer la qualité environnementale.

Validation et formalisation du plan de progrès :

Pour la mise en œuvre du plan de progrès, l'accord formel de l'acheteur notifié par écrit au titulaire est indispensable.

Dans un délai **de quinze (15) jours ouvrés** après la remise ou la présentation du plan de progrès par le titulaire, l'acheteur le validera ou émettra des réserves qui devront être levées dans les **quinze (15) jours ouvrés** suivants.

Si le titulaire n'a pas fait de nouvelle proposition dans les **quinze (15) jours ouvrés** suivant la réception des réserves émises par l'acheteur, celui-ci peut décider d'appliquer la pénalité prévue à l'article 18.10 du présent CCAP.

Dans l'hypothèse où l'acheteur approuve la proposition, pour tout ou partie du périmètre des prestations, le titulaire et l'acheteur définissent conjointement les conditions de sa mise en œuvre.

Dans l'hypothèse où le plan de progrès conduirait à modifier les stipulations de l'accord-cadre, notamment les conditions d'exécution financière, il donne lieu à la conclusion d'un avenant en application des articles 5.1 et 5.2 du présent CCAP.

Dans le cas inverse, le plan de progrès est formalisé par un simple échange de courriels entre les parties.

L'éventuel gain financier procuré par ce plan de progrès est partagé à parts égales entre le titulaire et l'acheteur. Le gain financier revenant à l'acheteur vient en pourcentage de réduction du prix des prestations forfaitaires. Pour des prestations à bons de commande, la modification tarifaire donnera lieu à un avenant financier dans les conditions décrites ci-dessous.

Suivi, pilotage et évaluation du plan de progrès :

Les parties conviennent d'opérer un suivi régulier des actions mises en œuvre au titre du plan de progrès et d'établir semestriellement, dans le cadre du comité contractuel, un bilan conjoint du plan de progrès.

Ce bilan détaille notamment les actions engagées, leur niveau d'avancement, les résultats constatés, les difficultés rencontrées et propose le cas échéant des ajustements du plan de progrès initial.

Comme pour le plan de progrès initial, l'accord formel de l'acheteur notifié par courrier est indispensable avant toute mise en œuvre d'ajustements éventuels.

Article 7 - Évaluation du fournisseur

Les prestations objets du marché font l'objet d'une évaluation.

Cette dernière consiste en l'attribution d'une note de satisfaction globale pour l'ensemble des prestations rendues, et porte notamment sur les moyens mis en œuvre, la qualité du service rendu, la relation contractuelle, le respect des dispositions contractuelles, et l'atteinte des objectifs définis lors de l'expression du besoin. Les résultats de cette évaluation sont communiqués au titulaire.

Cette évaluation est menée à l'aide d'une grille comprenant des critères adaptés. Cette grille est annexée au CCAP à titre d'information et non contractuelle (cf : Annexe 3). Elle est susceptible d'évoluer en tant que de besoin en vue de l'adapter à la prestation à évaluer.

Le titulaire est informé que l'évaluation et les livrables définitifs produits dans le cadre de la mission peuvent faire l'objet d'une communication à un tiers, sans préjudice du secret en matière industrielle et commerciale, du secret de la vie privée et du secret des affaires, conformément aux règles applicables en matière de communication des documents administratifs, et notamment au regard des règles prévues par le code des relations entre le public et l'administration et précisées par la Commission d'accès aux documents administratifs (CADA).

Article 8 - REPRESENTATION DES PARTIES

8.1 Représentation de l'acheteur

L'acheteur est représenté par le Directeur général des douanes et droits indirects ou la Sous-directrice en charge des finances et des achats.

La Douane associe une équipe dédiée afin d'assurer la bonne exécution du marché.

Pour les besoins de l'exécution du marché, l'acheteur est représenté par les agents Bureau des achats (FIN2) de la DGDDI. D'autres personnes physiques habilitées à le représenter auprès du titulaire, peuvent être désignées par l'acheteur, par tout moyen permettant de donner date certaine à sa notification, pour les besoins de l'exécution du marché.

Pour ce faire, il précise les coordonnées complètes (nom, adresse mél, adresse postale, numéro de téléphone) de la personne désignée pour représenter l'acheteur durant la phase d'exécution de l'accord-cadre.

Les boîtes fonctionnelles pour faciliter les échanges sur l'exécution du présent accord-cadre sont les suivantes :

- dg-fin2-achats@douane.finances.gouv.fr (aspects juridiques et achat de l'accord-cadre);
- dg-fin2-approvisionnement@douane.finances.gouv.fr (exécution financière et opérationnelle de l'accord-cadre).

L'acheteur notifie toute modification de(s) interlocuteur(s) désignés au titulaire.

8.2 Suivi de l'exécution et représentation du titulaire

Le Titulaire s'engage à affecter à l'exécution du marché les personnes ayant les compétences et l'expérience requises pour l'exécution du présent marché.

Le Titulaire désigne, dans les **cinq (5) jours calendaires** qui suivent la notification du lot :

- **Un responsable chargé du suivi du marché et des prestations** ayant qualité pour le représenter auprès de la Douane au titre de l'exécution du marché. Il est le représentant du Titulaire et l'interlocuteur unique auprès du pouvoir adjudicateur. Le responsable chargé du suivi et des prestations du Titulaire doit disposer des pouvoirs nécessaires pour prendre toutes décisions utiles au nom et pour le compte du Titulaire et ayant capacité à l'engager juridiquement. Le Titulaire pourra désigner d'autres personnes physiques habilitées à le représenter, après en avoir expressément informé la personne publique.

- **Un responsable opérationnel** qui doit avoir l'autorité nécessaire sur les équipes du titulaire pour prendre toutes les décisions de niveau opérationnel pendant la durée d'exécution du marché.
- **Pour le lot 1**: un **interlocuteur dédié** compétent pour les questions relatives à la **solution informatique**.

Ces personnes sont présentées par le Titulaire à l'administration durant la réunion de lancement. Pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre, l'acheteur se réserve le droit de demander le remplacement motivé de l'un des représentants du titulaire.

Le titulaire est tenu d'informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné. Le non-respect de cette clause peut entraîner l'application de pénalités à l'encontre du titulaire conformément à l'article 18.10 du présent CCAP.

A ce titre, en cas d'absence prolongée ou de départ définitif de cet interlocuteur, le titulaire doit, d'une part, en aviser, sitôt qu'il en a la connaissance, l'acheteur, en lui communiquant la date de son absence ou de son départ, et d'autre part, prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise ; le titulaire doit notamment désigner un remplaçant et en communiquer le nom et le profil à l'acheteur dans un délai de **dix (10) jours ouvrés** à compter de la date de l'avis dont il est fait mention à l'alinéa précédent :

- le titulaire s'engage à ce que le remplaçant ait un profil comparable ;
- l'acheteur se réserve le droit de récuser le remplaçant, par une décision écrite et motivée, dans un délai de **dix (10) jours ouvrés** à compter de la réception de la communication mentionnée ci-dessus.

À défaut de réponse dans ce délai, l'accord de l'acheteur est acquis au titulaire.

Le titulaire dispose de **dix (10) jours ouvrés** à compter de la notification de la décision récusant le remplaçant pour proposer, dans les mêmes conditions, un autre remplaçant à l'acheteur, lequel peut accepter ou refuser cette proposition de remplaçant dans les mêmes conditions que celles précédemment exposées.

Le titulaire s'engage à affecter à l'exécution de l'accord-cadre les personnes ayant les compétences et l'expérience requises pour l'exécution du présent marché.

Article 9 - LIVRAISON DES PRESTATIONS

9.1 Généralités

En application de l'article 21.2 du CCAG/FCS, toute livraison contractuelle d'un livrable ou d'une fourniture donne lieu à l'émission et à la remise d'un Bon de Livraison (BL) par le Titulaire à l'un des

représentants de la Douane.

Ce Bon de Livraison doit mentionner :

- la référence du marché et, le cas échéant, du bon de commande ;
- l'identification du (ou des) livrable(s) concerné(s);
- la date de livraison du (ou des) livrable(s) concerné(s).

Les risques afférents au transport et au déchargement dans les locaux des services des douanes ou du titulaire du lot 1, quel que soit le lieu de livraison, incombent au titulaire. Ce dernier devra, en conséquence, prendre toutes les garanties et assurances nécessaires à la sécurisation des livraisons.

La livraison ne peut être acceptée que si :

- Elle est complète au regard de la liste détaillée des livrables attendus ;
- Elle respecte les différentes contraintes propres aux conditions de livraison de chaque type de livrables fournis.

L'acceptation de la livraison par la Personne publique est matérialisée par la signature du Bon de Livraison remis par le Titulaire **dans les 5 (cinq) jours ouvrés** à compter de la date de livraison figurant sur le Bon de Livraison ;

L'absence de notification au Titulaire dans le délai imparti du bon de livraison signé par la Personne publique ou par le titulaire du lot 1 dans le cas défini à l'article 9.6.1.2 du présent CCAP vaut rejet de la livraison.

Le rejet de la livraison, même tacite, doit être motivé.

Si la date de notification des motifs du rejet de la livraison est postérieure à la date d'expiration du délai imparti à la Personne publique pour notifier le Bon de Livraison, le nombre de jours séparant ces deux dates ne sera pas pris en compte pour le calcul des pénalités.

La Personne publique peut, selon la même procédure, rejeter la livraison autant de fois qu'il sera nécessaire. En outre, en complément des stipulations de l'article 30.4 du CCAG-FCS, au terme de 2 (deux) rejets de livraison portant sur le même livrable, la Personne publique peut prendre une décision définitive de rejet de livraison, qui sera notifiée au Titulaire. Dans ce cas, la DGDDI, sans préjudice de l'application des pénalités jusqu'à ladite décision définitive de rejet de la livraison, ne sera pas tenue de verser le prix du livrable et déduira le cas échéant ce prix des sommes dues au Titulaire. Cette déduction pourra être opérée à tout moment et sur toute somme due à ce dernier. Si cette déduction n'est pas possible et si les versements effectués au Titulaire à quelque titre que ce soit couvrent le montant du livrable, le Titulaire devra verser ce montant à la Personne publique, qui pourra émettre un titre exécutoire en cas d'absence de paiement spontané.

Les livraisons partielles ne sont par principe pas autorisées, sauf autorisation expresse de la DGDDI.

9.2 Modalités d'étiquetage, de conditionnement et d'emballage

Le titulaire doit s'assurer que les marchandises sont livrées dans des conditions d'étiquetage,

d'emballage et de conditionnement satisfaisantes, selon les modalités prévues :

- à l'article 6.4.3 du CCTP du lot 1 ;
- à l'article 6.5 du CCTP du lot 2.

Les emballages sont inclus dans le prix des fournitures et restent la propriété de l'administration.

Les livraisons partielles ne sont pas autorisées, sauf demande du titulaire et accord exprès préalable de l'acheteur.

Le titulaire adopte une démarche de réduction des emballages (par exemple : emballage non surdimensionné, livraison en vrac, etc.) et éléments de calage. Il minimise les emballages en plastiques à usage unique et privilégie les emballages réemployables, recyclables, intégrant de la matière recyclée ou biosourcée.

Les cartons utilisés sont fabriqués à partir de matériaux 100 % recyclés.

Les pré-conditionnements, conditionnements, et emballages primaires devront être recyclables ou réutilisables.

Le titulaire du lot 2 est tenu de respecter les modalités d'étiquetage fixées par le titulaire du lot 1 afin de permettre une intégration facilitée des effets dans le stock. En cas de non-respect des modalités d'étiquetage, l'administration se réserve la possibilité de prendre une décision d'ajournement de réfaction ou de rejet à l'issue des vérifications de ces effets conformément aux dispositions de l'article 9.1 du présent CCAP.

9.3 Modalités de livraison du Système d'Information et des livrables documentaires associés (attendus au titre du forfait du lot 1)

9.3.1 Modalités de livraison des livrables documentaires attendus au titre des prestations de mise en place du SI

Les livraisons des livrables documentaires attendus au titre de l'article 5.2.11.3 du CCTP du lot 1 s'effectuent, par voie dématérialisée à l'adresse : dg-fin2-appvisionnement@douane.finances.gouv.fr

Conformément à l'article 21.2 du CCAG/FCS, **un bon de livraison (BL) doit obligatoirement être remis** par tout moyen permettant de donner date certaine à sa transmission au représentant de l'acheteur ainsi qu'à l'adresse dg-fin2-appvisionnement@douane.finances.gouv.fr .

Le bon de livraison doit notamment faire apparaître les mentions suivantes :

- Référence du marché ;
- Identification du titulaire ;
- Date de livraison ;
- Identification de la phase de la prestation forfaitaire associée ;
- Désignation des livrables documentaires livrés.

A compter de la date de notification des motifs détaillés du rejet de la livraison, tels qu'évoqués à l'article 9.1 du présent CCAP, le Titulaire dispose, sans préjudice de l'application des pénalités, d'un délai de **30 (trente) jours ouvrés** pour procéder à une nouvelle livraison du SI.

9.3.2 Modalités de livraison de la solution informatique

A l'issue de son développement, et après Mise en Ordre de Marche (MOM) sur son environnement de recette le titulaire du lot 1 procède à la remise d'un bon de livraison (BL) par tout moyen permettant de donner date certaine à sa transmission au représentant de l'acheteur ainsi qu'à l'adresse dg-fin2-appvisionnement@douane.finances.gouv.fr.

Ce bon de livraison doit mentionner :

- la référence du marché et de l'ordre de service ;
- la date à laquelle la solution est mise en ordre de marche et est donc prête à être vérifiée (cette date correspondant à la date de remise de ce BL).

A compter de la date de notification des motifs détaillés du rejet de la livraison, tels qu'évoqués à l'article 9.1 du présent CCAP, le Titulaire dispose, sans préjudice de l'application des pénalités, d'un délai de **30 (trente) jours ouvrés** pour procéder à une nouvelle livraison du SI.

9.4 Modalités de livraison des Têtes De Série (TDS)

Préalablement à toute livraison dans un délai minimum de **cinq (5) jours ouvrés** avant la date prévisible de livraison, le titulaire informe le service destinataire.

Les livraisons s'effectuent, sauf indication particulière sur les bons de commande, pendant les jours ouvrés, soit du lundi au vendredi, de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00.

Les fiches techniques, attestations sont adressés concomitamment par mail sur la boîte : dg-fin2-appvisionnement@douane.finances.gouv.fr

Conformément à l'article 21.2 du CCAG/FCS, **un bon de livraison (BL) doit obligatoirement être remis** par tout moyen permettant de donner date certaine à sa transmission au représentant de l'acheteur ainsi qu'à l'adresse dg-fin2-appvisionnement@douane.finances.gouv.fr.

Le bon de livraison doit notamment faire apparaître les mentions suivantes :

- Référence du marché ;
- Identification du titulaire ;
- Identification du bon de commande (numéro d'EJ) ;
- Adresse de livraison ;
- Date d'expédition ;
- Date de livraison ;
- Quantité et désignation des articles livrés.

Chaque colis doit être identifiable par rapport au bon de livraison.

A compter de la date de notification des motifs détaillés du rejet de la livraison, tels qu'évoqués à l'article 9.1 du présent CCAP, le Titulaire dispose, sans préjudice de l'application des pénalités, d'un délai de **30 (trente) jours ouvrés** pour procéder à une nouvelle livraison.

9.5 Modalités de livraison des livrables attendus au titre de la prestation de transfert des stocks (Lot1-UORTS01, UORTS02, UORTS03) et de transférabilité au terme du marché (Lot1-UOFM01)

Les livraisons des livrables attendus s'effectuent au titre des prestations décrites au CCTP s'effectuent, par voie dématérialisée à l'adresse : dg-fin2-appvisionnement@douane.finances.gouv.fr.

Conformément à l'article 21.2 du CCAG/FCS, **un bon de livraison (BL) doit obligatoirement être remis** par tout moyen permettant de donner date certaine à sa transmission au représentant de l'acheteur ainsi qu'à l'adresse dg-fin2-appvisionnement@douane.finances.gouv.fr.

Le bon de livraison doit notamment faire apparaître les mentions suivantes :

- Référence du marché ;
- Identification du titulaire ;
- Identification du bon de commande (numéro d'EJ) ;
- liste des livrables livrés.

A compter de la date de notification des motifs détaillés du rejet de la livraison, tels qu'évoqués à l'article 9.1 du présent CCAP, le Titulaire dispose, sans préjudice de l'application des pénalités, d'un délai de **30 (trente) jours ouvrés** pour procéder à une nouvelle livraison.

9.6 Modalités de livraison des effets livrés au stock du titulaire du lot 1

9.6.1.1 Modalités de livraison des effets livrés au stock du titulaire du lot 1 par le titulaire de ce lot

Préalablement à toute livraison dans un délai minimum de **cinq (5) jours ouvrés** avant la date prévisible de livraison, le titulaire du lot 1 informe l'acheteur de cette livraison.

Dès la livraison des effets, il en informe l'acheteur et fournit un bon de livraison attestant la bonne livraison des effets. Ce **bon de livraison (BL) doit obligatoirement être remis** par tout moyen permettant de donner date certaine à sa transmission au représentant de l'acheteur ainsi qu'à l'adresse dg-fin2-appvisionnement@douane.finances.gouv.fr.

Le bon de livraison doit notamment faire apparaître les mentions suivantes :

- Référence du marché ;
- Identification du titulaire ;
- Identification du bon de commande (numéro d'EJ) ;
- Adresse de livraison ;
- Date d'expédition ;
- Date de livraison ;
- Quantité et désignation des articles livrés.

9.6.1.2 Modalités de livraison des effets livrés au stock du titulaire du lot 1 par le titulaire du lot 2

Préalablement à toute livraison dans un délai minimum de **cinq (5) jours ouvrés** avant la date prévisible de livraison, le titulaire du lot 2 informe l'acheteur et le titulaire du lot 1 de cette livraison.

Dès la livraison des effets, le titulaire du lot 2 en informe l'acheteur et fournit un bon de livraison à l'acheteur ainsi qu'au titulaire du lot 1 attestant la bonne livraison des effets. Concernant le **bon de livraison (BL) adressé à l'acheteur il doit obligatoirement être remis** en version dématérialisée à l'adresse : dg-fin2-approvisionnement@douane.finances.gouv.fr.

Le bon de livraison doit notamment faire apparaître les mentions suivantes :

- Référence du marché ;
- Identification du titulaire ;
- Identification du bon de commande (numéro d'EJ) ;
- Adresse de livraison ;
- Date d'expédition ;
- Date de livraison ;
- Quantité et désignation des articles livrés.

La signature du bon de livraison par le représentant autorisé du titulaire du lot 1 pour les effets livrés au titre du lot 2, vaut acceptation de la livraison sous réserve de la vérification ultérieure des quantités et de la qualité des produits effectivement livrés.

Dans le délai de **cinq (5) jours ouvrés** fixé à l'article 9.1 du CCAP le titulaire du lot 1 est tenu de transmettre à l'acheteur le BL signé en version dématérialisée ou à défaut les motifs de rejet de cette livraison en version dématérialisée à l'adresse : dg-fin2-approvisionnement@douane.finances.gouv.fr sous peine de l'application des pénalités prévues à l'article 18.5 du CCAP.

A compter de la date de notification des motifs détaillés du rejet de la livraison, tels qu'évoqués à l'article 9.1 du présent CCAP, le Titulaire du lot 2 dispose, sans préjudice de l'application des pénalités, d'un délai de **30 (trente) jours ouvrés** pour procéder à une nouvelle livraison.

Article 10 - MODALITES DE VERIFICATION DES PRESTATIONS

10.1 Généralités

Conformément à l'article 27 du CCAG/FCS, les prestations, objet du présent marché, sont soumises, préalablement à tout règlement, à des vérifications destinées à constater qu'elles répondent aux spécifications du marché.

Ces opérations de vérification sont :

1- de nature quantitative, et consistent à vérifier la conformité entre la quantité définie sur le bon de commande, celle portée sur le bon de livraison, et la quantité effectivement livrée ou réalisée.

À l'issue des opérations de vérification quantitative pour les livraisons de fourniture, si les marchandises livrées ne sont pas conformes quantitativement, l'acheteur peut décider de les vérifier en l'état ou de mettre le titulaire en demeure, dans un délai qu'il prescrit :

- soit de reprendre l'excédent fourni ;
- soit de compléter la livraison.

Dans ce dernier cas, le délai de vérification est interrompu. Le titulaire est tenu de procéder à une nouvelle livraison complémentaire dans les conditions de l'article 9.6.1 et 9.6.2 du présent CCAP.

Conformément à l'article 9 du présent CCAP, les opérations de vérification débutent à compter de la signature du bon de livraison par un représentant de l'acheteur ou par le titulaire du lot 1.

Dans l'hypothèse d'un excédent pour les fournitures, l'acheteur invitera le titulaire à reprendre possession du surplus, sauf renoncement explicite permettant à l'acheteur d'en disposer librement. Si le titulaire ne donne **aucune suite concernant le surnuméraire**, celui-ci est réputé abandonné au profit de l'acheteur à l'expiration **d'un délai de vingt (20) jours ouvrés** à compter de l'invitation à reprendre possession du surplus, sans qu'aucune indemnité ou paiement quelconque ne puisse être exigible de la part du titulaire.

Dans l'hypothèse d'un retour du surnuméraire au titulaire, les frais afférents seront à la seule charge du titulaire. Le surnuméraire ne fait pas obstacle à l'admission d'apparence de conformité de la livraison.

2 – de nature qualitative, consistant à vérifier la conformité en tous points aux spécifications techniques mentionnées dans le CCTP et aux engagements pris par le titulaire dans son offre, des prestations réalisées, des fournitures livrées, et des livrables remis.

Conformément à l'article 22 du CCAG-FCS, l'acheteur se réserve le droit d'effectuer, avant livraison, un contrôle en usine de fabrication de tout ou partie des articles par tout représentant(s) mandaté(s) à cet effet. En cas de prélèvement d'articles, dont une liste est dressée par procès-verbal, et en cas de conformité aux exigences techniques requises, les frais éventuels sont à la charge de l'acheteur qui en assure le paiement sur production d'une facture justifiée présentée par le titulaire sur la base des

prix contractuels.

Le titulaire s'engage à faciliter l'exercice de ces contrôles ponctuels et fournit les adresses de ses lieux de fabrication et les coordonnées des responsables en charge de la fabrication lors de la réunion de lancement.

Chaque commande d'effet livrée au stock du lot 1 fait l'objet d'une zone de stockage dédiée distincte des zones de stockage des autres livraisons, de manière à faciliter le contrôle par l'acheteur.

Il est précisé en complément des dispositions de l'article 30 du CCAG-FCS :

- Qu'en cas de décision d'ajournement :

Le titulaire doit faire connaître son acceptation dans un délai de **dix (10) jours calendaires** à compter de la notification de la décision d'ajournement.

En cas de refus du titulaire ou de silence gardé par lui durant ce délai, l'acheteur a le choix d'admettre les prestations avec réfaction ou de les rejeter dans un délai de **quinze (15) jours calendaires**, courant à compter de la notification du refus du titulaire ou de l'expiration du délai de **dix (10) jours** susmentionnés.

Le silence de l'acheteur au-delà de ce délai de **quinze (15) jours calendaires** vaut décision de rejet des prestations.

- Qu'en cas d'admission avec réfaction ou de rejet :

La décision d'admission avec réfaction ou de rejet est motivée par l'acheteur. Elle ne peut être notifiée au titulaire qu'après qu'il ait été mis à même de présenter des observations.

Par ailleurs, et quelle que soit la nature des prestations, lorsque la personne publique envisage de prononcer l'admission avec réfaction ou le rejet de cette prestation, le délai de vérification ou de notification de sa décision imparti à l'acheteur se trouve suspendu à compter de la demande faite au titulaire de présenter ses observations et ne recommence à courir qu'à compter soit de la notification des observations produites par le titulaire soit à l'expiration du délai qui lui a été laissé à cet effet.

10.2 Vérification de la solution logicielle de gestion des commandes et des livrables documentaires associés (attendus au titre du forfait)

10.2.1 Vérification de la solution logicielle et des livrables documentaires associés

10.2.1.1 Vérification d'Aptitude (VA)

Une fois la livraison de la solution acceptée par l'acheteur dans les conditions de l'article 9.3 du présent CCAP, le titulaire s'étant préalablement assuré de la mise en ordre de marche (MOM) de la solution logicielle, celle-ci est soumise à une phase de vérification d'aptitude (VA) - correspondant à la phase de recette - destinée à constater qu'elle répond aux stipulations contractuelles, incluant :

- La vérification des caractéristiques techniques et fonctionnelles qui la rend apte à remplir les objectifs définis dans le CCTP et dans le dossier de conception.
- Vérification des performances.

L'acheteur est responsable des opérations de vérification. A ce titre, il prépare et réalise en lien avec le titulaire, les tests correspondants afin de s'assurer que la prestation est conforme au CCTP. Un procès-verbal de recette est établi à l'issue des tests.

L'acheteur dispose, à compter de l'acceptation de la livraison, d'une durée de **un (1) mois** pour effectuer les opérations de VA. Passé ce délai la vérification est réputée admise.

Pendant cette phase, la correction des incidents détectés par la Personne publique donne lieu à des livraisons de corrections dans les délais indiqués à l'article 5.2.5 du CCTP. Tout dépassement de ces délais prolonge d'autant la durée dévolue à la Personne publique pour les opérations de VA.

La Vérification d'Aptitude est prononcée si :

- 100% des incidents bloquants ou majeurs détectés ont été effectivement corrigés ;
- 80% des incidents mineurs constatés par la DGDDI ont été effectivement corrigés.

À l'issue des opérations de VA, un Procès-Verbal est établi par l'acheteur qui mentionne selon les cas :

- soit la réception valant constat d'aptitude et de bon fonctionnement (VA) ;
- soit l'ajournement ;
- soit le rejet.

L'Administration dispose d'un délai **de cinq (5) jours ouvrés** à compter de la fin du délai de VA pour notifier sa décision au Titulaire. Les décisions d'ajournement ou de rejet sont motivées.

Toute décision d'ajournement ouvre, à compter de sa notification, **une nouvelle période de VA de quinze (15) jours ouvrés**.

En cas de décision de rejet le Titulaire dispose d'un délai **de dix (10) jours ouvrés** à compter de la date de notification de la décision, pour livrer dans les conditions de l'article 9.3 la solution, entièrement conforme à ses obligations contractuelles, sans préjudice de l'application des pénalités. Cette nouvelle livraison déclenche, à compter de son acceptation, une nouvelle période de vérification d'une durée de **un (1) mois**.

A l'issue de ces nouvelles opérations de VA, l'acheteur prend sa décision, dans les mêmes conditions et avec les mêmes effets que ceux précédemment exposés par le présent article.

L'acheteur peut ajourner ou rejeter le livrable autant de fois qu'il sera nécessaire.

En outre, au terme de deux rejets de la VA, l'acheteur peut prendre une décision définitive de rejet qui sera notifiée au titulaire.

Dans ce cas, l'acheteur, sans préjudice de l'application des pénalités jusqu'à ladite décision définitive de rejet, ne sera pas tenu de verser le prix de la prestation et déduira le cas échéant le montant des versements effectués à quelque titre que ce soit concernant ladite prestation. Cette déduction pourra être opérée à tout moment et sur toute somme due à ce dernier.

Si cette déduction n'est pas possible et si les versements effectués au titulaire à quelque titre que ce soit couvrent le montant du livrable, le titulaire devra verser ce montant à l'acheteur, qui pourra émettre un titre exécutoire en cas d'absence de paiement spontané.

En cas de décision définitive de rejet, l'acheteur disposera également de la faculté de résilier, sans mise en demeure préalable, le marché aux torts et le cas échéant aux frais et risques du titulaire.

10.2.1.2 Vérification de Service Régulier (VSR)

A compter de l'admission de la VA par l'acheteur, le titulaire est tenu de procéder à la mise en production (MEP) de la solution **dans les plus brefs délais et au plus tard deux (2) jours ouvrés** après la décision d'admission de la recette.

Le titulaire informe l'acheteur de cette mise en production par tout moyen permettant de donner date certaine à cette notification.

La période de VSR débute à compter de cette notification par le titulaire. L'acheteur dispose d'une période de **deux (2) mois maximum** pour effectuer les opérations de VSR. Passé ce délai la vérification est réputée admise.

Pendant cette phase, la correction des incidents détectés par la Personne publique donne lieu à des livraisons de corrections dans les délais indiqués à l'article 5.2.5 du CCTP. Tout dépassement de ces délais prolonge d'autant la durée dévolue à la Personne publique pour les opérations de VSR.

La Vérification de service régulier est prononcée lorsque :

- 100% des incidents bloquants ou majeurs détectés ont été effectivement corrigés ;
- 90% des incidents mineurs constatés par la DGDDI ont été effectivement corrigés ;
- pour l'ensemble de la période de VSR, le taux de disponibilité défini à l'article 5.2.4 du CCTP est respecté.

A l'issue des opérations de VSR, un Procès-Verbal est établi par la Personne publique qui mentionne selon les cas :

- soit la réception valant constat de service régulier (VSR) ;
- soit la réception avec réfaction de prix ;
- soit l'ajournement ;
- soit le rejet.

Les décisions d'ajournement, de rejet ou de réfaction sont motivées.

L'Administration dispose d'un délai **de cinq (5) jours ouvrés** à compter de la fin du délai de VSR pour notifier sa décision au Titulaire.

Toute décision d'ajournement ou de rejet ouvre, à compter de sa notification, une période supplémentaire de VSR **d'un (1) mois**.

A l'issue de ces nouvelles opérations de VSR, l'acheteur prend sa décision, dans les mêmes conditions et avec les mêmes effets que ceux précédemment exposés par le présent article.

L'acheteur peut ajourner ou rejeter le livrable solution autant de fois qu'il sera nécessaire.

En outre, au terme de deux rejets de la VSR, l'acheteur peut prendre une décision définitive de rejet qui sera notifiée au titulaire.

Dans ce cas, l'acheteur, sans préjudice de l'application des pénalités jusqu'à ladite décision définitive de rejet, ne sera pas tenu de verser le prix de la prestation et déduira le cas échéant le montant des versements effectués à quelque titre que ce soit concernant ladite prestation. Cette déduction pourra être opérée à tout moment et sur toute somme due à ce dernier.

Si cette déduction n'est pas possible et si les versements effectués au titulaire à quelque titre que ce soit couvrent le montant du livrable, le titulaire devra verser ce montant à l'acheteur, qui pourra émettre un titre exécutoire en cas d'absence de paiement spontané.

En cas de décision définitive de rejet du livrable logiciel, l'acheteur disposera également de la faculté de résilier, sans mise en demeure préalable, le marché aux torts et le cas échéant aux frais et risques du titulaire.

10.2.2 Vérification des livrables documentaires attendus au titre des prestations de mise en place du SI

A compter de l'acceptation de la livraison du livrable par l'acheteur dans les conditions de l'article 11.2 du présent CCAP, celui-ci dispose **d'un délai de dix (10) jours ouvrés**, pour notifier au Titulaire une décision d'admission, d'ajournement, de réception avec réfaction de prix ou de rejet du livrable. Le silence de l'acheteur au-delà de ce délai, vaut admission de la prestation.

En cas d'ajournement ou de rejet du livrable, le Titulaire dispose d'un délai de **dix (10) jours ouvrés (ajournement)** ou de **quinze (15) jours ouvrés (rejet)**, à compter de la date de notification de la décision, qui doit être motivée, pour présenter un nouveau livrable, entièrement conforme à ses obligations contractuelles, sans préjudice de l'application des pénalités.

Les décisions d'ajournement, de réfaction ou de rejet sont motivées.

La nouvelle livraison, effectuée dans les conditions prévues à l'article 9.3.1 du présent CCAP, déclenche, à compter de son acceptation, une nouvelle période de vérification dans les conditions définies au présent article 10.2.

La Personne publique peut ajourner ou rejeter le livrable autant de fois qu'il sera nécessaire.

En outre, en complément des stipulations de l'article 30.4 du CCAG/FCS, au terme de 2 (deux) rejets d'un même livrable, l'acheteur peut prendre une décision définitive de rejet du livrable qui sera notifiée au Titulaire.

Dans ce cas, la DGDDI, sans préjudice de l'application des pénalités jusqu'à ladite décision définitive de rejet, ne sera pas tenu de verser le prix de la prestation et déduira le cas échéant ce prix des sommes dues au Titulaire. Cette déduction pourra être opérée à tout moment et sur toute somme due à ce dernier. Si cette déduction n'est pas possible et si les versements effectués au Titulaire à quelque titre que ce soit couvrent le montant du livrable, le Titulaire devra verser ce montant à la DGDDI, qui pourra émettre un titre exécutoire en cas d'absence de paiement spontané.

En cas de décision définitive de rejet du livrable, la DGDDI disposera également de la faculté de résilier, sans mise en demeure préalable, le marché aux torts et le cas échéant aux frais et risques du Titulaire. Cette résiliation pourra, le cas échéant, être partielle et ne porter que sur la prestation concernée par le livrable définitivement rejeté.

Les prestations sont réputées admises sous réserve de l'admission de l'ensemble des livrables attendus.

10.3 Vérification de la prestation mensuelle de stockage des effets, de support à destination des agents et maintenance du SI (Lot 1-UO-L01)

Les opérations de vérification et d'admission des prestations mensuelles de stockage des effets, de support aux utilisateurs et de maintenance du SI s'effectuent dans un **délai maximum de quinze (15) jours ouvrés** à l'issue de la prestation de maintenance commandée considérée et sous réserve de la correction des incidents constatés, du traitement de l'ensemble des sollicitations et de la remise de l'ensemble des livrables attendus au titre de l'article 6.3 du CCTP. Le silence de l'acheteur au-delà de ce délai, vaut admission de la prestation

Si l'acheteur n'est pas en mesure de prendre une décision positive de vérification, il prend une décision d'ajournement, de rejet ou de réfaction.

La Personne publique peut ajourner ou rejeter la prestation autant de fois qu'il sera nécessaire. Les décisions d'ajournement, de réfaction ou de rejet sont motivées.

10.4 Vérification des têtes de série (TDS)

À compter de la signature du bordereau de livraison de la tête de série (TDS), accompagnée de la présentation des matières et du dossier technique complet de la TDS, l'acheteur dispose d'un délai de **soixante (60) jours ouvrés** pour procéder aux vérifications quantitatives et qualitatives de la TDS et pour notifier sa décision au titulaire. Passé ce délai la vérification est réputée admise.

À l'issue des opérations de vérification l'acheteur peut prendre pour chaque type d'effet pour lequel le titulaire a livré des TDS ainsi que les matières et dossiers techniques associés les décisions suivantes :

- une décision d'admission : qui permet la commande de ces effets par la DGDDI et la mise en ligne de l'effet dans le SI,
- en complément des dispositions de l'article 30.1 du CCAG-FCS une décision d'admission assortie de réserves : qui permet la commande de ces effets par la DGDDI et la mise en ligne de l'effet dans le SI - le titulaire étant tenu de prendre en compte les réserves formulées par l'acheteur et de transmettre les premières pièces de production de cette commande à l'acheteur pour lever ces réserves. Il est précisé qu'en l'absence de levée de ces réserves le titulaire ne peut livrer à l'administration les effets produits.
- une décision de rejet : Lorsque l'acheteur estime que les TDS ne peuvent être admises en l'état, la décision de rejet doit être motivée. Elle ne peut être prise qu'après que le titulaire a été mis à même de présenter ses observations.

En cas de rejet, le titulaire est tenu d'enlever sous son entière responsabilité et à ses frais les TDS rejetées et une réunion d'échange est programmée afin que le titulaire présente les adaptations ou les modifications envisagées pour rendre conformes les TDS. Une nouvelle livraison complète de TDS doit parvenir à l'acheteur dans un **délai de quinze (15) jours ouvrés** et être intégrée au planning de présentation des TDS.

La nouvelle livraison, effectuée dans les conditions prévues à l'article 9.4 du présent CCAP, déclenche, à compter de son acceptation, une nouvelle période de vérification dans les conditions définies au présent article 10.4.

L'acheteur peut rejeter une même livraison autant de fois qu'il sera nécessaire

En outre, en complément des stipulations de l'article 30.4 du CCAG FCS, au terme de 2 (deux) rejets d'un même livrable, l'acheteur peut prendre une décision définitive de rejet qui sera notifiée au titulaire.

Dans ce cas, l'acheteur, sans préjudice de l'application des pénalités jusqu'à ladite décision définitive de rejet, ne sera pas tenu de verser le prix de la prestation et déduira le cas échéant le montant des versements effectués à quelque titre que ce soit concernant ladite prestation. Cette déduction pourra être opérée à tout moment et sur toute somme due à ce dernier.

Si cette déduction n'est pas possible et si les versements effectués au titulaire à quelque titre que ce soit couvrent le montant du livrable, le titulaire devra verser ce montant à l'acheteur, qui pourra émettre un titre exécutoire en cas d'absence de paiement spontané.

En cas de décision définitive de rejet des TDS pour un type d'effet, l'acheteur disposera également de la faculté de résilier, sans mise en demeure préalable, le marché aux torts et le cas échéant aux frais et risques du titulaire.

Pour les TDS admises ou admises sous réserve :

- 2 exemplaires sont conservés par l'Administration, à titre d'information :
 - 1 exemplaire est conservé par l'acheteur au sein du bureau FIN2 ;
 - 1 exemplaire peut être conservé par l'administration s'il n'a pas fait l'objet de tests en laboratoire préalablement à l'admission des TDS ;
- 2 exemplaires, plombés par l'acheteur, sont conservés par le titulaire.

Les TDS acceptées par l'Administration constituent les pièces de référence pour l'ensemble des fabrications lancées pendant l'exécution de l'accord-cadre.

10.5 Vérification des prestations de transfert des stocks (lot1-UORTS01, UORTS02, UORTS03) et de transférabilité au terme du marché (lot 1-UOFM01)

A compter de l'acceptation de la livraison du livrable par l'acheteur dans les conditions de l'article 9.5 du présent CCAP, celui-ci dispose **d'un délai de dix (10) jours ouvrés**, pour notifier au Titulaire une décision d'admission, d'ajournement, de réception avec réfaction de prix ou de rejet du livrable. Le silence de l'acheteur au-delà de ce délai, vaut admission de la prestation.

En cas d'ajournement ou de rejet du livrable, le Titulaire dispose d'un délai de **10 (dix) jours ouvrés (ajournement)** ou de **15 (quinze) jours ouvrés (rejet)**, à compter de la date de notification de la décision, qui doit être motivée, pour présenter un nouveau livrable, entièrement conforme à ses obligations contractuelles, sans préjudice de l'application des pénalités.

Les décisions d'ajournement, de réfaction ou de rejet sont motivées.

La nouvelle livraison, effectuée dans les conditions prévues à l'article 9.5 du présent CCAP, déclenche, à compter de son acceptation, une nouvelle période de vérification dans les conditions définies au présent article 10.5.

La Personne publique peut ajourner ou rejeter le livrable autant de fois qu'il sera nécessaire.

En outre, en complément des stipulations de l'article 30.4 du CCAG FCS, au terme de 2 (deux) rejets d'un même livrable, l'acheteur peut prendre une décision définitive de rejet du livrable qui sera notifiée au Titulaire.

Dans ce cas, la DGDDI, sans préjudice de l'application des pénalités jusqu'à ladite décision définitive de rejet, ne sera pas tenu de verser le prix de la prestation et déduira le cas échéant ce prix des sommes dues au Titulaire. Cette déduction pourra être opérée à tout moment et sur toute somme due à ce dernier. Si cette déduction n'est pas possible et si les versements effectués au Titulaire à quelque titre que ce soit couvrent le montant du livrable, le Titulaire devra verser ce montant à la DGDDI, qui pourra émettre un titre exécutoire en cas d'absence de paiement spontané.

En cas de décision définitive de rejet du livrable, la DGDDI disposera également de la faculté de résilier, sans mise en demeure préalable, le marché aux torts et le cas échéant aux frais et risques du Titulaire. Cette résiliation pourra, le cas échéant, être partielle et ne porter que sur la prestation concernée par le livrable définitivement rejeté.

Les prestations sont réputées admises sous réserve de l'admission de l'ensemble des livrables attendus.

10.6 Vérification des fournitures du lot 1 et du lot 2 livrées au stock déporté mis en œuvre par le lot 1

Le titulaire du lot 1 est responsable de la vérification quantitative et qualitative des effets livrés au stock au titre du lot 1 et du lot 2 et de leur intégration dans le stock physique de la Douane ainsi que dans le SI.

A ce titre, il dispose d'un délai **de quinze (15) jours ouvrés** à compter, de la remise du BL à la Douane concernant le lot 1 et, de la signature du BL par ses soins concernant le lot 2, pour procéder aux opérations de vérification, et :

- En cas de contrôle conforme, transmettre un projet de bordereau d'intégration à l'acheteur (ce bordereau précisant les références du bon de commande, du bon de livraison ainsi que la description et les quantités des effets vérifiés et à intégrer);
- En cas de contrôle non conforme par le titulaire, informer l'acheteur de cette non-conformité en lui communiquant les motifs détaillés de cette non-conformité.

L'absence de transmission des résultats de ces opérations de vérification dans ce délai ouvre droit à l'application de pénalités dans les conditions de l'article 18.5 du présent CCAP.

Par ailleurs, à défaut de transmission de ce compte rendu de contrôle, les quantités livrées sont réputées conformes et le titulaire est tenu de les intégrer dans le SI mis à disposition de l'acheteur.

Sur la base des éléments fournis par le titulaire du lot 1, l'acheteur dispose **de dix (10) jours ouvrés pour prendre une décision d'admission, d'ajournement, de rejet ou de réfaction de la livraison**. L'administration se réserve le droit d'admettre partiellement une livraison et, d'ajourner, rejeter ou admettre avec réfaction une partie de cette même livraison. Le silence de l'acheteur au-delà de ce délai, vaut admission de la livraison dans son ensemble.

En cas d'ajournement ou de rejet du livrable, le Titulaire dispose d'un délai de **vingt (20) jours ouvrés (ajournement)** ou de **trente (30) jours ouvrés (rejet)**, à compter de la date de notification de la décision, qui doit être motivée, pour présenter une nouvelle livraison, entièrement conforme à ses obligations contractuelles, sans préjudice de l'application des pénalités.

Les décisions d'ajournement, de réfaction ou de rejet sont motivées.

La nouvelle livraison, effectuée dans les conditions prévues à l'article 9.6 du présent CCAP, déclenche, à compter de son acceptation, une nouvelle période de vérification.

La Personne publique peut ajourner ou rejeter le livrable autant de fois qu'il sera nécessaire.

En outre, en complément des stipulations de l'article 30.4 du CCAG FCS, au terme de 2 (deux) rejets d'une même livraison, l'acheteur peut prendre une décision définitive de rejet de cette livraison qui sera notifiée au Titulaire.

Dans ce cas, la DGDDI, sans préjudice de l'application des pénalités jusqu'à ladite décision définitive de rejet, ne sera pas tenu de verser le prix de la prestation et déduira le cas échéant ce prix des sommes dues au Titulaire. Cette déduction pourra être opérée à tout moment et sur toute somme due à ce dernier. Si cette déduction n'est pas possible et si les versements effectués au Titulaire à quelque titre que ce soit couvrent le montant du livrable, le Titulaire devra verser ce montant à la DGDDI, qui pourra émettre un titre exécutoire en cas d'absence de paiement spontané.

En cas de décision définitive de rejet de la livraison, la DGDDI disposera également de la faculté de résilier, sans mise en demeure préalable, le marché aux torts et le cas échéant aux frais et risques du Titulaire. Cette résiliation pourra, le cas échéant, être partielle et ne porter que sur le ou les effets concernés par la décision définitive de rejet.

En cas d'admission des effets livrés, l'acheteur en informe le titulaire du lot 1. A compter de cette information le titulaire du lot 1 dispose **d'un délai de quinze (15) jours ouvrés** pour procéder, d'une part, à l'intégration de ces effets dans son stock et dans le SI et, d'autre part, pour transmettre un bordereau d'intégration finalisé à l'acheteur (ce bordereau précisant les références du bon de commande, du bon de livraison ainsi que la description et les quantités des effets intégrés). L'absence d'intégration de ces effets dans ce délai ouvre droit à l'application de pénalités dans les conditions de l'article 18.5 du présent CCAP.

En tout état de cause l'acheteur se réserve le droit, au plus tard **cinq (5) jours ouvrés**, après la transmission du BL par le titulaire du lot 1 ou du lot 2 de demander l'envoi d'effets à la DGDDI sur le site de son choix (site en France Métropolitaine - l'acheteur prenant en charge les frais afférents à l'expédition des colis au titre de l'UOL06) pour opérer un contrôle qualitatif de ces effets ou de procéder aux vérifications par un contrôle qualitatif et/ou quantitatif sur le site de livraison.

En cas d'admission, le titulaire du lot 1 garantit les quantités livrées et intégrées dans le stock et ce

jusqu'au transfert des stocks vers un nouveau titulaire en fin de marché.

10.7 Transfert de propriété des effets

Conformément à l'article 31 du CCAG/FCS, le transfert de propriété des effets commandés est réalisé lorsque l'admission est prononcée par l'acheteur. Cette date sert de point de départ au délai de garantie contractuelle.

Article 11 - PROPRIETE INTELLECTUELLE

11.1 Concession de droit d'utilisation du SI fourni par le titulaire du lot 1

Le titulaire du lot 1 concède à l'administration, à titre non exclusif, non cessible et non transférable, un droit d'utilisation de sa solution logicielle et de ses modules, mis à disposition sous la forme d'un service en ligne (SaaS) pour les besoins définis au marché. Le titulaire conserve l'intégralité des droits d'auteur et des droits de la propriété intellectuelle attachés au SI.

De même, les Résultats désignent tous les livrables et éléments résultant des opérations réalisées par le Titulaire dans le cadre de l'exécution du marché, tels que les développements informatiques, programmes, évolutions, modifications, paramétrages, sous forme de codes sources et le cas échéant d'exécutables ainsi que la Documentation technique telle que définie ci-après.

La Documentation technique désigne toute documentation se rapportant aux Résultats ou aux Connaissances antérieures et en particulier, sans que cette liste soit limitative :

- La documentation d'utilisation (manuel de l'utilisateur, aide en ligne tec.) ;
- La documentation d'installation, d'exploitation, de maintenance ;
- Et de manière générale tout élément permettant à l'Administration d'utiliser et d'exploiter logiciel.

Les Connaissances antérieures du titulaire désignent tant les Composants logiciels (éléments, logiciels, bibliothèques, etc... sous forme de codes sources et le cas échéant d'exécutables) que la Documentation technique telle que définie au présent article, que le titulaire utilise dans le cadre de l'exécution des prestations objet de l'accord-cadre et qui :

- Soit existent au jour de la notification de l'accord-cadre et qui lui appartiennent ;
- Soit existent au jour de la notification de l'accord-cadre ou sont créés postérieurement, et dont les droits de propriété intellectuelle appartiennent à des tiers, notamment des éditeurs de logiciels libres.

L'utilisation de connaissances antérieures standards par le Titulaire est précisée dans son offre. A défaut, si le Titulaire envisage, en cours d'exécution, d'utiliser des connaissances antérieures

standards, il devra alors obtenir l'accord de l'Administration.

L'Administration et le titulaire restent propriétaires, chacun en ce qui les concerne, des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature portant sur les connaissances antérieures. Ils conservent leurs droits propres, dont ceux d'exploitation, portant sur les connaissances antérieures et les connaissances antérieures standards incorporées dans les résultats, en ce compris leur savoir-faire.

Dans le cadre du présent accord-cadre, l'acheteur bénéficie uniquement d'un droit d'usage. Le droit d'utilisation de la solution logicielle inclut, pendant la durée totale du marché et des commandes de maintenance qui s'exécuteraient au-delà du marché, l'accès aux mises à jour et correctifs fournis par l'éditeur, la maintenance corrective et évolutive prévue au marché.

A l'échéance du marché, le titulaire assure la restitution des données de l'acheteur dans un format standard ouvert, ainsi que la fourniture de la documentation requise pour faciliter leur intégration dans un autre système. Pendant la période de mise en œuvre de la transférabilité, le titulaire arrivant à échéance fournit, selon le cas, à l'acheteur ou au nouveau titulaire, dans la mesure du besoin, un accès au logiciel, sous réserve que cet accès n'affecte pas l'aptitude du titulaire à fournir les services objet du présent marché.

Ainsi, le titulaire garantit la portabilité et la réversibilité/transférabilité des données de l'acheteur.

Le titulaire met en œuvre des mesures techniques et organisationnelles pour garantir la sécurité des données et des applications qui lui sont confiées, lors du transfert des prestations de la part du précédent titulaire en conformité avec les réglementations applicables.

Le titulaire garantit également l'acheteur contre toute action de tiers fondée sur une violation de droits de propriété intellectuelle liées à l'ERP.

11.2 Propriété intellectuelle relative aux descriptifs des effets fournis au titre des lots 1 et 2

Les descriptifs des articles destinés à la réalisation des prestations du présent accord-cadre (connaissances antérieures au sens de l'article 35 du CCAG-FCS) détaillés aux termes du cahier des clauses techniques et particulières (CCTP) des lots 1 et 2 sont à la propriété exclusive de l'administration.

Toute copie, reproduction ou usage de ces différents descriptifs et articles dans un but étranger à l'exécution du présent accord-cadre par le titulaire ou par toute autre personne physique ou morale, de son fait, sont interdits.

Des poursuites pénales seront engagées par l'acheteur à l'encontre de ces auteurs.

Les mises à jour et améliorations apportées aux descriptifs techniques dans le cadre des travaux relatifs aux Têtes de série (TDS), dans le cadre du plan de progrès ou dans le cadre de la clause de réexamen sont des résultats au sens du CCAG-FCS. A ce titre, l'administration peut utiliser librement ces résultats notamment dans le cadre de tout marché public.

Article 12 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE

12.1 Responsabilité du titulaire dans le stockage des effets, équipements, accessoires et données qui lui sont confiées

Le titulaire est responsable de tout élément qui lui est confié. Il est notamment responsable de la conservation, de l'entretien et de l'emploi de tout matériel, objet ou approvisionnement qui lui est confié dès que ce matériel, objet ou approvisionnement est mis effectivement à sa disposition. Il ne peut en disposer qu'aux fins prévues par le présent accord-cadre.

En particulier il est responsable de l'ensemble des effets, équipements, accessoires de l'administration stockés dans ses locaux et de l'ensemble des données de l'administration - ou de ses agents - traitées par le système d'information.

A ce titre, il est fait application de l'article 18 du CCAG-FCS. Toutefois, et par dérogation à l'article 18.5 du CCAG-FCS, dans le cas d'un remboursement, la valeur prise en compte sera la valeur d'acquisition du bien par l'administration.

Ces dispositions, dans le cadre du lot 1, trouveront également à s'appliquer au terme du marché, lors de la restitution des effets à l'administration ou du transfert des stocks vers un nouveau prestataire.

Par ailleurs, en complément de l'article 18 du CCAG-FCS, le titulaire informe sans délai l'administration **de tout préjudice (perte, destruction ou autre) affectant tout élément qui lui est confié et des solutions qu'il envisage en application de l'article 18 du CCAG-FCS pour résoudre ce préjudice.**

Au titre de son obligation d'assurance définie à l'article 21.3 du présent CCAP, le titulaire est tenu de faire assurer, à ses frais, l'ensemble des éléments qui lui sont confiés - et en particulier, les effets, équipements, accessoires donnés de l'administration ou de ses agents qui lui sont confiés – il justifie de s'être acquitté de cette exigence dans les conditions définies à l'article 21.3 du présent CCAP et aux articles 9 et 18.3 du CCAG/FCS.

12.2 Obligation de résultat

Le titulaire est soumis à une **obligation de résultat** pour l'ensemble des prestations visées au présent marché, laquelle s'entend notamment, du respect des délais et du niveau de qualité attendu. Le titulaire s'engage ainsi :

- à respecter les délais et modalités d'exécution des prestations décrits dans les documents ;
- à affecter à l'exécution du marché les personnes ayant les compétences et l'expérience requises pour son exécution.

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges. Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente.

Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

Les prestations du marché doivent être conformes aux caractéristiques énoncées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) n° 2025-16 du lot considéré.

12.3 Obligation de conseil, d'information et d'alerte

Le titulaire du marché est tenu à une **obligation permanente de conseil, d'information et de mise en garde (ou d'alerte)** relative aux prestations s'il se rend compte, lors de l'exécution du présent accord-cadre, de dérèglements, dysfonctionnements, de dangers potentiels au titre de ses fournitures ou de tout élément de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation.

Dans l'hypothèse où le titulaire n'aurait pas respecté cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

Ce devoir de conseil est formel et fondé sur la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

À ce titre, le titulaire devra notamment :

- Conseiller la douane (en particulier lorsque seront soumis à son arbitrage des choix techniques, fonctionnels ou opérationnels) ;
- Conseiller, avec une contrainte d'efficacité, la douane dans l'analyse, l'anticipation et l'évolution de ses besoins (notamment dans le cadre du réapprovisionnement du Stock de la Douane) ;
- Anticiper les risques, et quelle que soit la nature du risque, proposer des solutions préventives ;
- Vérifier la teneur de tous les documents, informations, renseignements et éléments qui lui sont communiqués pour l'accomplissement de chaque prestation, et indiquer toutes les incohérences et erreurs décelées qui ont une incidence sur l'exécution des prestations.

Il doit informer, **sans délai**, la douane de toutes les modifications importantes de fonctionnement de son entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché public et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant pouvoir de l'engager ;
- À la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- À sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- À son adresse ou à son siège social ;
- Aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiements.
- De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiées à l'acheteur.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Dans le cas où le titulaire entend invoquer un manquement de l'acheteur à ses obligations contractuelles, il doit le faire en visant expressément le présent article, et ce, dans le délai de **huit (8)**

jours ouvrés suivant la survenance du manquement invoqué, par tout moyen. À défaut, il sera forcloset, ne pourra se prévaloir du manquement de l'acheteur, ni échapper à ses propres obligations contractuelles de quelque nature qu'elles soient, ni engager la responsabilité contractuelle de ce dernier.

12.4 Obligation de confidentialité

Conformément aux dispositions de l'article 5 du CCAG/FCS, le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents, les supports d'information, fichiers informatiques auxquels il aura eu accès lors de l'exécution de l'accord-cadre, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations ou documents ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors de l'accord-cadre ou à l'issue de son exécution.

À ce titre, le titulaire s'engage tout particulièrement à :

- ne pas utiliser les documents et fichiers à des fins autres que celles spécifiées au présent marché ;
- ne prendre aucune copie des documents et fichiers qui lui sont confiés ou auxquels il a accès durant l'exécution du présent marché ;
- ne pas communiquer les documents, les fichiers ou données qui lui sont confiés ou qui sont réalisés dans le cadre de l'exécution du présent marché à d'autres personnes morales ou non, privées ou publiques, que celles qui ont qualité pour en connaître, à savoir l'acheteur ainsi que le personnel chargé par le titulaire d'exécuter les prestations ;
- respecter les règles relatives à la protection des données nominatives, auxquelles il a accès pour les besoins de l'exécution du marché et à se conformer à toute évolution de la législation sur la protection de ces données ;
- prendre toutes mesures de sécurité matérielle physique et informatique permettant de conserver les documents, fichiers ou données qui lui sont confiés ou qui sont utilisés dans le cadre de l'exécution du présent marché et d'éviter toute déformation, endommagement et toute utilisation détournée ou frauduleuse de ceux-ci ;
- reconstituer tous les documents, supports d'information et fichiers qui lui auraient été confiés et qui viendraient à être perdus ou auraient été rendus inutilisables par sa faute ;
- Ne pas accéder aux informations stockées dans les fichiers de la douane, hors de son périmètre d'intervention sans son accord exprès et à porter à sa connaissance les cas où, au cours de ses interventions, il aurait accédé fortuitement à ces informations ;
- Ne conserver aucune copie des documents et des fichiers informatiques à l'issue du marché et produire l'attestation de la destruction de ces données, dûment signée par une personne habilitée à représenter le titulaire ;
- Prendre toutes mesures pour assurer la confidentialité des données lors des opérations d'installation, de retrait ou de transfert du matériel informatique utilisé dans le cadre du marché.

Le titulaire s'engage également à faire respecter les dispositions du présent article par son personnel et par toute personne qui interviendrait directement ou indirectement pour son compte, notamment ses sous-traitants, sauf si la divulgation est nécessaire en raison d'obligations légales, comptables ou réglementaires, échappant au contrôle du titulaire.

Il conclut par ailleurs avec ces derniers un engagement de sécurité et de confidentialité reprenant les obligations prévues au présent article, afin d'assurer notamment la mise en œuvre des mesures de sécurité et de confidentialité conformément aux articles 34 et 34 bis de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour s'assurer du respect de ses obligations, tant par le titulaire que par ses sous-traitants éventuels. Pour ce faire, il se réserve notamment le droit de demander, à tout moment, au titulaire, communication de l'engagement de sécurité et de confidentialité prévu au précédent alinéa.

Toutes informations et/ou documents, de toutes natures (commerciales, industrielles, techniques, financières, etc.) concernant le pouvoir adjudicateur et, dont le titulaire aurait eu connaissance à l'occasion de l'exécution du marché, sont strictement confidentiels et couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal), ce quelles qu'en soient la forme et la nature, à l'exclusion des informations qui étaient notoirement et publiquement divulguées avant leur obtention et/ou réception par le titulaire.

L'acheteur pourra demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire peut entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux torts du titulaire, conformément aux dispositions de l'article 19 du présent CCAP. La responsabilité de celui-ci peut également être engagée sur le fondement des articles 226-5 et 226-17 du code pénal.

Ces obligations demeurent valables y compris après la fin du présent accord-cadre.

12.5 Mesures de sécurité

Toute personne relevant du titulaire ou de ses sous-traitants est soumise, le cas échéant, à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès logiques à des informations. Le titulaire accepte de se conformer aux mesures de sécurité applicables sans élever aucune réclamation ou demande de rémunération complémentaire pour ce motif.

Le titulaire et ses éventuels sous-traitants respectent notamment les exigences de sécurité définies dans le CCTP et celles issues du cahier des clauses simplifiées de cybersécurité.

Afin de minimiser les cas de virus ou autres formes de codes malveillants et les brèches qui ouvriraient des vulnérabilités dans la sécurité, seuls les matériels et logiciels nécessaires à la réalisation des prestations du présent accord-cadre peuvent être utilisés.

L'acheteur peut effectuer ou faire effectuer un audit de sécurité ou de robustesse sur l'ensemble des équipements et systèmes afin de s'assurer de la prise en compte effective des exigences de sécurité requises par l'acheteur aux termes du CCTP.

En cas de violation des obligations mentionnées dans le présent article, et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, l'accord cadre pourra être résilié aux torts du titulaire.

Il en informe le titulaire au plus tard **quinze (15) jours** avant la date de l'audit.

En cas de constat d'un non-respect de ces exigences de sécurité, l'acheteur peut :

- soit prendre une décision de résiliation, sans mise en demeure, pour faute du titulaire voire aux frais et risques en application de l'article 19 du présent CCAP ;
- soit enjoindre le titulaire de procéder à la mise en conformité des moyens à ces dispositions sous peine de l'application des pénalités définies à l'article 18.10 du présent CCAP.

Article 13 - GARANTIE

La garantie prévue à l'article 33 du CCAG/FCS s'exerce indépendamment de la garantie légale pour vices cachés prévue aux articles 1641 et suivants du code civil.

La durée minimale de la garantie est de **douze (12) mois**.

Par dérogation à l'article 33 du CCAG/FCS, **le point de départ de cette garantie est la fourniture à l'agent final de l'effet**. La garantie porte sur le maintien de la qualité attendue des marchandises livrées. Elle couvre tout vice de fabrication ou défaut de matière.

La garantie couvre également les frais consécutifs au conditionnement, à l'emballage et au transport (aller et retour), rendus nécessaires par la remise en état ou le remplacement.

Au titre de la garantie, le titulaire s'engage à remettre en état ou à remplacer à ses frais, la partie ou la totalité de la fourniture reconnue défectueuse, dans un délai maximal de **quarante-cinq (45) jours calendaires** à compter de la date à laquelle l'acheteur lui indique, par lettre recommandée avec accusé de réception ou tout autre moyen portant date certaine de la réception par le titulaire, les anomalies constatées.

Si, à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé aux remises en état prescrites, le délai de garantie est prolongé, jusqu'à l'exécution complète des remises en état ou remplacements. En cas de non-respect des délais précités, le titulaire encourt les pénalités de retard définies à l'article 18.10 du présent CCAP.

Concernant le système d'information, aucune garantie n'est appliquée.

Article 14 - RÉGIME FINANCIER

14.1 Forme et contenu des prix

Les prix sont exprimés en euros.

L'accord cadre est conclu :

- à **prix mixtes** concernant le lot n° 1 comprenant :
 - o des prestations traitées à prix global et forfaitaire pour la mise en place du système d'information ;
 - o des prestations traitées à prix unitaires pour les autres prestations et fournitures.
- à **prix unitaires** concernant le lot n° 2.

En application des dispositions de l'article 10.1.3 du CCAG-FCS, les prix sont réputés comprendre la fabrication des articles, la livraison, toute charge fiscale afférente à la prestation, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Le prix par type de vêtement est le même quelle que soit la taille commandée, les tailles exceptionnelles faisant toutefois l'objet d'un prix spécifique repris dans la grille de prix.

Les prix du marché comprennent tous les frais et dépenses nécessaires à son pilotage, à son exécution et, plus généralement, au respect de l'ensemble des obligations souscrites par le titulaire. Dans le cas où des prestations liées au présent marché impliqueraient des frais de déplacement (transport de l'intervenant et de son matériel, hébergement et repas), ces frais sont réputés inclus dans le prix des prestations indiqué à l'annexe financière.

Les prix des prestations du présent marché sont définitifs et révisables dans les modalités prévues à l'article 14.2 du présent CCAP.

14.2 Modalités de révision des prix

Les prix sont fermes la première année d'exécution du marché suivant sa date de notification, et constituent les prix initiaux. Les prix sont révisables annuellement à la date d'anniversaire de la notification du présent marché.

La révision des prix se fait à la hausse comme à la baisse et peut être à l'initiative de l'une quelconque des parties.

Le titulaire s'engage à faire parvenir à la douane l'annexe financière révisée avec les valeurs des indices de révision et les modalités de calcul, par voie électronique ou par tout autre moyen permettant de donner date certaine de l'envoi, avec **un préavis de deux (2) mois avant la date anniversaire** de notification de l'accord-cadre, sous peine de forclusion de sa demande.

La demande de révision des prix fait l'objet d'une acceptation ou d'un refus de la part de la douane.

Dès réception de l'annexe financière, la DGDDI procède aux vérifications nécessaires. L'acheteur informera le titulaire, en cas d'erreurs, et l'invitera à établir une nouvelle proposition.

Une fois la révision acceptée, le titulaire en sera avisé par la DGDDI et la nouvelle annexe financière complétée en conséquence, se substituera à la précédente. À défaut de recevoir une proposition du titulaire dans les conditions décrites précédemment, les prix en vigueur continueront à s'appliquer jusqu'à la prochaine date de révision.

La révision du prix initial vaut pour l'année à courir à compter du jour où elle est effective et jusqu'au jour anniversaire de la notification.

L'ajustement du prix unitaire est calculé, pour chaque type de prestation, par application des formules de révision suivantes :

Pour la fourniture des effets d'habillement attendus au titre des lots 1 (UOA01-01-01 à UOA11-17 et UOPRES02 à UO PRES03) et 2 (UOA01-01-01 à UOA09) :

$$P = P_0 [0,15 + 0,75 (THAB/THAB_0) + 0,10 (AVA/AVA_0)]$$

- THAB = Indice INSEE de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 13 et 14 – Produits de l'industrie textile, Articles d'habillement – Identifiant 010764346 ;
- AVA = Indice INSEE de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 14.19 – Autres vêtements et accessoires – Identifiant 010763771.

Où :

- THAB et AVA = dernière valeur de l'indice à la date de la demande de révision ;
- THAB₀ et AVA₀ = valeur de l'indice à la date de notification du marché (ou à la date de notification de l'avenant pour les prix modifiés ou ajoutés par voie d'avenant)

- **Pour la prestation de mise en place du SI :** aucune révision ou actualisation des prix n'est prévue, la mise en place étant une prestation unique devant être exécutée dans le délai de 5 mois défini à l'article 5.2.11.2 du CCTP (non récurrente)
- **Pour les prestations mensuelles de maintenance du SI et de support (comprenant le SAV) (lot1-UOL02) :**

$$P = P_0 [0,15 + 0,10 (SPI/SPI_0) + 0,35 (SCI/SCI_0) + 0,40 (W/W_0)]$$

- SPI = Indice INSEE des prix de production des services français aux entreprises françaises – CPF 62.01 – Services de programmation informatique – Identifiant 010766572 ;
- SCI = Indice INSEE des prix de production des services français aux entreprises françaises – CPF 62.02 – Services de conseil en informatique – Identifiant 010766573.
- W = Indice des salaires mensuels de base - Ensemble des secteurs non agricoles (NAF rév. 2 ENS) - Base 100 au T2 2017 - Identifiant 010562695.

Où :

- SPI, SCI et W = dernière valeur de l'indice à la date de la demande de révision ;
- SPI₀, SCI₀ et W₀ = valeur de l'indice à la date de notification du marché (ou à la date de notification de l'avenant pour les prix modifiés ou ajoutés par voie d'avenant)

- **Pour les prestations logistiques réalisés au titre du lot 1 (de stockage, de distribution et de transfert des Stocks) (UORTS01 à UORTS03, UOL01, et UOL03 à UOL08)**

$$P = P_0 [0,15 + 0,425 (ES/ES_0) + 0,425 (TFD /TFD_0)]$$

- ES = Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises – CPF 52.10 – Entreposage et stockage – Identifiant 010766406 ;
- TFD = Indice des prix de production des services français aux entreprises françaises – CPF 49.4 – Transport routier de fret et services de déménagement – Identifiant 010546101.

Où :

- ES et TFD = dernière valeur de l'indice à la date de la demande de révision ;
- ES_0 et TFD_0 = valeur de l'indice à la date de notification du marché (ou à la date de notification de l'avenant pour les prix modifiés ou ajoutés par voie d'avenant)

- **Pour les prestations de formation et de fin de marché au titre du lot 1 (UOFM01) :**

$$P = P_0 [0,15 + 0,85 (W/W_0)]$$

- W = Indice des salaires mensuels de base - Ensemble des secteurs non agricoles (NAF rév. 2 ENS) - Base 100 au T2 2017 - Identifiant 010562695

Où

W = dernière valeur de l'indice à la date de la demande de révision ;

W_0 = valeur de l'indice à la date de notification du marché (ou à la date de notification de l'avenant pour les prix modifiés ou ajoutés par voie d'avenant)

14.3 Clause de sauvegarde

Dans tous les cas, la hausse annuelle des prix **ne peut excéder 5% par an**.

En cas **d'augmentation annuelle des prix de plus de 5%** et compte tenu des justifications transmises ayant permis d'apprécier l'augmentation demandée, l'acheteur se réserve le droit :

- Soit d'exiger la poursuite de l'exécution du marché dans le respect de ce pourcentage maximal à l'issue de la mise en œuvre de la formule de révision des prix ci-dessus ;
- Soit, à tout moment, de résilier la partie non exécutée du marché, sans indemnités pour le titulaire.

Par dérogation au CCAG/FCS, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du marché à la date de changement de prix lorsque ce changement conduit à une augmentation de plus de cinq (5) % par an et que le titulaire n'a pas justifiées cette augmentation.

Article 15 - MODALITES DE PAIEMENT

15.1 Avances

Sauf renoncement du Titulaire porté à l'acte d'engagement, une avance peut lui être accordée, dans les conditions prévues aux articles R. 2191-3 à R. 2191-19 du Code de la commande publique (option A de l'article 11.1 du CCAG/FCS).

Le délai de paiement de l'avance court à compter de la notification de l'ordre de service de démarrage des prestations pour la partie à prix forfaitaire et de la notification du bon de commande

ouvrant droit au versement de cette avance. Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités des articles R. 2191-11 et suivants du code de la commande publique.

Le taux de l'avance versée au titulaire ou directement à ses sous-traitants est fixé à 30 % s'il s'agit d'une PME et 5 % s'il ne s'agit pas d'une PME.

15.2 Retenue de garantie

Aucune retenue de garantie ne sera appliquée dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre.

15.3 Acomptes

Les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution du marché ouvrent droit à des acomptes trimestriels ou à la demande du titulaire, mensuels, dans les conditions prévues aux articles L. 2191-4 et R. 2191-20 à R. 2191-22 du Code de la commande publique.

Le montant d'un acompte ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte. Il est calculé, pour chacun des livrables concernés par ledit acompte, sur la base des montants figurant dans l'annexe financière à l'acte d'engagement.

S'agissant des prestations forfaitaires du lot 1, les acomptes sont exigibles dans la limite des montants fixés pour chaque prestation dans la DPGF et dans la limite de l'échéancier fixé ci-après :

- 40 % du prix global et forfaitaire à l'admission de l'ensemble des livrables de la phase de conception ;
- 100% à la décision d'admission de la VSR.

L'acheteur peut demander à tout moment au titulaire de lui fournir un décompte cumulé des acomptes versés.

Les modalités de versement des acomptes respectent les règles de la comptabilité publique issues du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, dans les limites du présent article.

Les demandes de paiement d'acomptes et de solde sont justifiées à partir du constat du service fait.

Le paiement d'acomptes n'a pas le caractère d'un règlement partiel définitif.

15.4 Nantissement et cession de créances

Le présent marché peut faire l'objet de cession ou nantissement de créances de la part du titulaire conformément aux dispositions des articles R. 2191-45 et suivants du code de la commande publique.

Le fonctionnaire habilité à fournir les renseignements est désigné dans l'acte d'engagement.

15.5 Modalités de facturation

Le paiement est effectué sur présentation d'une facture émise par le titulaire du lot concerné et après constatation du service fait par l'acheteur. Il se fait par virement sur le compte du titulaire.

Les factures comprennent les mentions suivantes obligatoires :

- Date d'émission de la facture ;
- Nom, numéro SIRET et adresse du titulaire ;
- Référence du compte bancaire ou postal, tel que précisé dans l'acte d'engagement ;
- Référence de l'accord-cadre (numéro Chorus communiqué lors de la notification du marché) ;
- Numéro du bon de commande (numéro Chorus) ;
- Code du service exécutant (FAC7540075)
- le service de la DGDDI à l'origine de la commande ;
- Désignation des fournitures livrées ;
- Montant HT et TTC des prestations ;
- Taux et montant de TVA applicable ;
- Montants totaux HT et TTC ;
- Numéro d'identification TVA applicable ;
- Adresse de facturation ;
- La date de livraison des fournitures.

L'absence d'une des mentions obligatoires sur la facture correspond à un cas de non-conformité de la facture qui pourra entraîner son rejet.

Afin de raccourcir le délai de paiement, le titulaire est invité à joindre à sa facture le **procès-verbal correspondant de versement d'acompte ou de réception** émis par les services de la personne publique.

En cas de rejet de la facture, le titulaire devra corriger les erreurs ou omissions relevées avant de révoquer la facture, ce délai légal de paiement sera suspendu jusqu'à réception d'une facture complète et conforme au sens des articles R.2192-27 et suivants du code de la commande publique.

Les factures sont libellées en euro.

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts. Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que le pouvoir adjudicateur lui communique un numéro d'identification fiscal.

La transmission des factures s'effectue par voie dématérialisée. Le titulaire a le choix entre les trois modes de transmission des factures suivants :

1) Mode portail

Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins de soit :

- déposer ses factures sur le portail ;
- saisir directement ses factures ;

2) **Mode service ou API** (Application Programming Interface)

Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers. L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

3) **Mode EDI** (Echange de données informatisées)

Envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers par transfert de fichier. Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation

Préalables techniques et réglementaires : pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet suivant : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/nousContacter?execution=e2s1>

Le comptable assignataire des paiements est :

Trésorerie Générale des Douanes

30, rue Raoul Wallenberg – TSA 70031

75927 PARIS Cedex 19

Article 16 - CLAUSE D'INSERTION PAR L'ACTIVITE ECONOMIQUE

Pour promouvoir l'emploi et combattre l'exclusion, le pouvoir adjudicateur a décidé de faire application des dispositions de l'article L.2112-2 du Code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges du présent marché une clause d'insertion par l'activité économique constitutive d'une condition d'exécution.

Cette clause est applicable au seul lot 1 du présent Accord-Cadre, et plus particulièrement aux prestations informatiques et logistiques.

Le titulaire devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

16.1 Publics visés

Les publics visés doivent impérativement relever des catégories suivantes :

- Les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage)
- Les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans
- Les allocataires du RSA (Revenu de Solidarité Active) ou leurs ayants droit
- Les allocataires de l'AAH (Allocation Adulte Handicapé), de l'ASS (Allocation de Solidarité Spécifique), de l'AV (Allocation Veuvage)
- Les personnes percevant une pension d'invalidité
- Les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L 5212-13 du Code du travail, fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi
- Les jeunes de moins de 26 ans, de niveau infra 5, c'est-à-dire de niveau inférieur au CAP/BEP, et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois, les jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, en sortie de Contrat d'engagement Jeunes (CEJ) ou sous contrat EPIDE, dans un parcours de l'Ecole de la Deuxième Chance (E2C)
- Les personnes prises en charge dans le dispositif IAE (Insertion par l'Activité Économique), c'est-à-dire les personnes mises à disposition par une Association Intermédiaire (AI) ou par une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI), ainsi que des salariés d'une Entreprise d'Insertion (EI), d'un Atelier et Chantier d'Insertion (ACI), ou encore des Régies de quartier agréées, ainsi que les personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, par exemple « Défense 2ème chance »
- Les personnes employées dans les GEIQ (Groupements d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification) et dans les associations poursuivant le même objet
- Les personnes placées sous mains de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire / régie des établissements pénitentiaires (SEP / RIEP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire
- Les personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire
- Les habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville éloignés de l'emploi.

En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé de l'EPEC, être considérées comme relevant des publics les plus éloignés de l'emploi.

16.2 Objectif d'insertion

Le volume horaire de travail minimum suivant, sur la durée de l'accord-cadre, est obligatoirement réservé aux publics visés à l'article précédent :

Numéro du lot	Nombre d'heures d'insertion à réaliser sur la durée d'exécution de l'accord cadre
Lot n°1 (Prestations logistiques et informatiques)	Deux (2) heures par tranche de mille (1000) €HT facturés

L'obligation de réalisation des heures d'insertion ne s'applique au titulaire du marché qu'à l'atteinte d'un montant facturé de 250 000 € HT.

Dès l'atteinte de ce seuil, le titulaire est redevable d'un volume horaire d'insertion dont le calcul est établi sur la base du montant total facturé.

En deçà de ce seuil, l'obligation de réalisation des heures d'insertion ne s'applique pas.

Dans le cadre de la mise en œuvre de son obligation d'insertion, l'entreprise titulaire peut globaliser les objectifs d'insertion entre les différents lots dont il serait titulaire.

16.3 Modalités de mise en œuvre des actions d'insertion

L'attributaire s'engage à réaliser une action d'insertion, au minimum à hauteur des objectifs horaires d'insertion fixés ci-dessus. L'ensemble des actions mises en œuvre doivent intervenir durant la période d'exécution du marché. Si la formation fait partie du contrat de travail (contrat de professionnalisation, contrat d'apprentissage, etc.), les heures de formation sont comptabilisées au titre des heures d'insertion.

L'attributaire désignera un responsable qui sera l'interlocuteur privilégié de l'EPEC pour mettre en œuvre les actions d'insertion.

Cet objectif peut être réalisé en utilisant une ou plusieurs des modalités définies ci-après.

- **1ère modalité : l'embauche directe par l'entreprise**

L'entreprise peut recruter notamment en contrat à durée indéterminée [CDI], en contrat à durée déterminée [CDD] ou par le biais de contrats en alternance (contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage) des publics définis préalablement.

Les heures travaillées des personnes embauchées en CDI par l'entreprise attributaire, pourront être comptabilisées pour l'exécution de la clause sociale d'insertion, pendant toute la durée restante du marché, pour une période maximale de 4 ans (période entre la date d'embauche en CDI et la fin du marché).

Un tuteur sera nommé pour faciliter l'intégration des personnes en insertion au sein de l'entreprise attributaire et pour assurer leur suivi en liaison avec l'EPEC.

- **2ème modalité : la mise à disposition de salariés**

L'entreprise peut faire appel à un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion pendant la durée du marché. Il peut s'agir d'une Entreprise de travail temporaire d'insertion, d'une Association intermédiaire ou d'un Groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification.

- **3ème modalité : le recours à la sous-traitance ou à la cotraitance avec une Entreprise d'insertion, un Atelier et Chantier d'insertion ou une Entreprise adaptée.**

L'entreprise peut sous-traiter ou co-traiter des prestations en lien avec l'objet du marché à une Entreprise d'insertion, un Atelier et Chantier d'insertion ou une Entreprise adaptée.

16.4 Le dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, le pouvoir adjudicateur a mis en place une procédure spécifique d'accompagnement coordonnée par l'EPEC.

Seynabou LO
Chargée de projets clauses sociales et Relations Entreprises
seynabou.lo@epec.paris
pole-clauses@epec.paris
[06 30 95 40 68](tel:0630954068)

Dans ce cadre, l'EPEC a pour mission :

- d'informer le titulaire des modalités de mise en œuvre de la clause sociale ;
- d'accompagner le titulaire dans la recherche de candidats éligibles à la clause sociale (notamment par des fiches de poste établies conjointement entre le titulaire et l'EPEC) ;
- d'accompagner le titulaire dans la mise en œuvre d'actions de formation ;
- d'organiser le suivi des publics jusqu'à la fin de la période d'intégration dans l'emploi avec le concours de structures spécialisées ;
- d'informer et d'orienter le titulaire en direction des structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) concerné par la spécificité de l'accord-cadre ;
- de suivre la bonne exécution de la clause d'insertion.

16.5 Modalités de contrôle de l'action d'insertion

Un contrôle de l'exécution des actions d'insertion est effectué par l'EPEC à deux niveaux : un contrôle de l'éligibilité des publics et un contrôle de l'exécution des heures.

Le contrôle de l'éligibilité des publics exige la transmission par l'entreprise à l'EPEC de pièces justificatives. Une liste mentionnant les documents justificatifs à fournir en fonction des critères d'éligibilité sera transmise au titulaire après la notification du marché.

Les informations transmises seront traitées en conformité avec les règles applicables au traitement des données à caractère personnel (dispositions de l'article du [présent](#) CCAP relatif à la clause RGPD).

A la demande du pouvoir adjudicateur, le titulaire fournit, à date fixe et avant le 15 du mois suivant, tous les renseignements qui permettent le contrôle de l'exécution et l'évaluation des actions réalisées au cours du trimestre conformément à la liste qui lui a été fournie.

Ces éléments sont envoyés au pouvoir adjudicateur (interlocuteurs à désigner) et aux destinataires suivants de l'EPEC :

beatrice.calvet@epec.paris
Copie à
seynabou.lo@epec.paris

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités prévues à l'article 18.9 du présent CCAP.

En tout état de cause, le prestataire doit informer le pouvoir adjudicateur, par courrier recommandé avec AR, s'il rencontre des difficultés pour faire face à son engagement d'insertion. Dans ce cas, l'EPEC étudiera avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs d'insertion auxquels il s'est engagé.

A l'issue du marché, l'entreprise titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion formées pendant l'exécution du marché.

16.6 Clause RGPD relative au contrôle et au suivi de l'action d'insertion

Le titulaire est informé que la gestion des données personnelles permettant le suivi et le contrôle de l'action d'insertion est confiée à l'EPEC.

Ces données personnelles seront traitées dans le logiciel CLAUSE développé par la société ARCHE MC2 qui a fait l'objet d'une déclaration à la CNIL.

A ce titre, les bénéficiaires, les représentants de l'entreprise, les représentants du donneur d'ordre, les représentants de tous partenaires impliqués dans la mise en application des considérations sociales d'insertion sont informés que les informations recueillies sont enregistrées dans un fichier informatisé pour réaliser le suivi dans le cadre du dispositif.

L'EPEC est responsable du traitement des données collectées. Les données sont conservées pendant une durée de :

- 48 mois à compter de la date d'entrée dans le dispositif de la personne et 24 mois après la fin du marché concerné. Dans le cadre de la charte insertion NPNRU, ces informations devront être conservées jusqu'en 2032 inclus.
- En l'absence de positionnement sur un emploi, les données seront conservées 6 mois maximum.

Durant cette période, l'EPEC met en place tous moyens pour assurer la confidentialité et la sécurité des données personnelles, de manière à empêcher leur endommagement, effacement ou accès par des tiers non autorisés.

Ces durées de conservation ne pourront s'appliquer si :

- Le titulaire exerce son droit de suppression des données le concernant, dans les conditions décrites ci-après ;
- Une durée de conservation plus longue est autorisée ou imposée en vertu d'une obligation légale ou réglementaire.

L'accès aux données personnelles est strictement limité aux services de l'EPEC et à ses partenaires emploi/insertion susceptibles d'intervenir et d'accompagner les démarches. Ils sont soumis à une obligation de confidentialité et ne peuvent utiliser ces données qu'en conformité avec les dispositions contractuelles et la législation applicable. Ces organismes et l'EPEC s'engagent à ne pas vendre, louer, céder ni donner accès à des tiers aux données sans le consentement préalable du titulaire, à moins d'y être contraint en raison d'un motif légitime (obligation légale, lutte contre la fraude ou l'abus, exercice des droits de la défense, etc.).

Conformément à la loi « Informatique et Libertés » du 6 janvier 1978 modifiée et au Règlement européen n°2016/679/UE du 27 avril 2016 (applicable dès le 25 mai 2018), le titulaire bénéficie d'un droit d'accès, de rectification, de portabilité et d'effacement de ses données ou encore délimitation du traitement des données. Le titulaire peut également, pour des motifs légitimes, s'opposer à leur traitement.

Sous réserve de la production d'un justificatif d'identité valide, le titulaire peut exercer ses droits en contactant l'EPEC par email à l'adresse suivante dpo@epec.paris ou par courrier :

Ensemble Paris Emploi Compétences
18 rue Goubet
75019 Paris.

Pour toute information complémentaire ou réclamation, la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés peut être contactée :

Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL)
3 Place de Fontenoy
TSA 80715
75334 PARIS CEDEX 07

La non-fourniture ou la non-autorisation de la transmission de ces informations entraînera l'impossibilité de donner une suite à ce positionnement.

Article 17 - DISPOSITIONS ENVIRONNEMENTALES

17.1 Protection de l'environnement

En application des dispositions de l'article 7 du CCAG/FCS, le titulaire de l'accord-cadre veille à ce que les prestations effectuées respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes et de préservation du voisinage.

Le titulaire et les éventuels sous-traitants doivent respecter les stipulations prévues à l'article 6.8 du CCTP du lot 1, et à l'article 7 du CCTP du lot 2.

Le titulaire s'engage à respecter les lieux de production et les schémas industriels déclarés dans son offre et rendus contractuels. Toute modification en cours d'exécution, entraînant un écart significatif dans les données environnementales fournies (exemple : délocalisation de la fabrication vers un pays avec un mix énergétique plus carboné), pourra donner lieu à des pénalités contractuelles définies à l'article 18.10 du CCAP, l'administration se réservant, par ailleurs, la possibilité de résilier le marché après mise en demeure.

Toute modification des sites de production, avant d'être mise en œuvre, doit être signalée et justifiée à l'acheteur, qui pourra refuser ces changements.

Toute fausse déclaration ou incohérence constatée entre les engagements pris à l'offre et les conditions d'exécution réelles pourra entraîner des pénalités contractuelles définies à l'article 18.10 du CCAP, l'administration se réservant, par ailleurs, la possibilité de résilier le marché après mise en demeure .

17.2 Lutte contre les substances préoccupantes

Le titulaire s'engage à respecter, durant toute l'exécution du marché, à proposer des références exemptes de substances CMR (substances chimiques cancérogènes et/ou mutagène et/ou reprotoxiques). Ainsi aucun traitement chimique susceptible d'occasionner des troubles physiologiques, tant à l'usage qu'à la manipulation, n'est utilisé.

De même, le titulaire respecte toute réglementation en vigueur en matière de responsabilité environnementale et particulièrement celle régie par le code de l'environnement et applicable notamment aux différents éléments mentionnés ci-dessous :

- REACH (règlement (CE) n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006 concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH) ;

Lorsque la réglementation évolue lors de l'exécution du marché, le titulaire s'y conforme et communique au pouvoir adjudicateur les mesures mises en œuvre. Dans tous les cas et sur simple demande du pouvoir adjudicateur, le titulaire communique sans délai, les éventuels documents et justificatifs nécessaires justifiant le respect de la réglementation.

En cas de manquement, le titulaire encourt les sanctions prévues par la réglementation concernée, sans préjudice des dédommagements pouvant lui être réclamés.

Le Centre national de la recherche scientifique (CNRS) met à disposition une liste des substances CMR, disponible à [ce lien](#).

17.3 Démarche « zéro déchet »

Le Titulaire adopte une démarche « zéro déchet » pour les produits concernés par le présent marché (optimisation de l'usage du tissu par la création de patronages zéro déchet, sans chute de tissu).

Le Titulaire communique annuellement les démarches effectuées à ce sujet et les progrès effectués par rapport à l'année N-1. Ce reporting porte sur les données de consommation relatives à l'année N-1 et est transmis à l'acheteur au plus tard le 31 mars de l'année N.

17.4 Gestion des déchets

La valorisation ou l'élimination des déchets générés par l'exécution des prestations est placée sous la responsabilité du titulaire dans le cadre et les limites de son intervention, pendant toute la durée du marché.

Dans tous les cas, le titulaire respecte les consignes de tri applicables sur son site d'exécution ou, le cas échéant, sur le site de livraison final lorsque l'intervention s'y déroule.

Par ailleurs :

- Lorsque le tri, la collecte, le transport ou le stockage des déchets ont lieu **sur un site dont le titulaire a la charge** dans le cadre de la prestation (celui-ci veille à ce que ces opérations soient effectuées conformément à la réglementation en vigueur.
- **En dehors de ce périmètre**, les déchets relèvent de la responsabilité de la personne morale en charge du site final de livraison.

Dans le premier cas, le titulaire assure dans son périmètre le traitement des déchets selon la hiérarchie prévue à l'article L. 541-1 du code de l'environnement :

1. Préparation en vue de la réutilisation ;
2. Recyclage ;
3. Toute autre valorisation, notamment énergétique ;
4. Élimination en dernier recours.

À la demande de l'acheteur, le titulaire produit les Bordereaux de Suivi des Déchets (BSD) pour garantir la traçabilité et la conformité du traitement selon les exigences réglementaires.

17.5 Etablissement d'un bilan d'émissions de gaz à effet de serre (BEGES)

Dans le cadre de la circulaire n° 6425-SG du 21 novembre 2023 relative à l'engagement pour la transformation écologique de l'État, les acheteurs de l'État mobilisent une condition d'exécution relative à l'article L.229-25 du code de l'environnement afin de vérifier le respect, par les titulaires qui y sont soumis, de leur obligation d'établir et de publier leur bilan d'émissions de gaz à effet de serre (BEGES) et le plan de transition pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre (GES) présentant les objectifs, moyens et actions envisagés à cette fin et, le cas échéant, les actions mises en œuvre lors du précédent bilan. Il n'est pas attendu de l'acheteur qu'il analyse et vérifie le contenu du BEGES et de son plan de transition associé.

Ainsi, le titulaire soumis à l'article L.229-25 du code de l'environnement communique à l'acheteur son BEGES et le plan de transition associé.

La communication du BEGES doit être effectuée en utilisant le site internet de l'ADEME (<https://bilans-ges.ademe.fr/>), conformément à l'article L. 229-25 du code de l'environnement et à l'arrêté du 25 janvier 2016 relatif à la plate-forme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre.

Les plans de transition sont communiqués sur cette même page ; toutefois, le titulaire soumis aux obligations de déclaration extra-financière peut communiquer son plan via son rapport de performance extra-financière prévue à l'article L. 225-102-1 du code de commerce ; il indique à l'acheteur le lien internet lui permettant d'accéder à ce document. Dans le cadre de l'exécution du présent marché, l'acheteur vérifie que le titulaire, sous réserve qu'il y soit assujetti, respecte les dispositions de l'article L.229-25 du code de l'environnement.

Si tout ou partie de ces documents n'ont pas été transmis au stade de la candidature, alors le titulaire les transmet dans un délai maximum de six (6) mois après la date de notification du marché.

Également, si le BEGES communiqué au stade de la candidature ou après la notification du marché arrive à échéance durant l'exécution de ce dernier, un nouveau BEGES (et son plan de transition associé) est transmis par le titulaire à l'acheteur, au plus tard six (6) mois après la date d'expiration du BEGES initial.

L'acheteur consulte à cet effet la plateforme informatique hébergée à l'adresse suivante : <http://www.bilans-ges.ademe.fr>, sur laquelle doivent être publiées les informations relatives à la mise en œuvre des obligations nées de l'article du code de l'environnement précité, conformément à l'arrêté du 25 janvier 2016 relatif à la plate-forme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre.

Le cas échéant, l'acheteur invite le titulaire à se mettre en conformité dans les meilleurs délais.

Par ailleurs, pour soutenir la transformation écologique de l'Etat, les ministères économiques et financiers (MEF) engagés depuis plusieurs années dans une démarche vertueuse de transition sociale et environnementale dans le domaine des achats, encouragent les titulaires qui ne seraient pas assujettis aux dispositions de l'article L.229-25 du code de l'environnement à établir le bilan de leurs émissions de gaz à effet de serre accompagné d'un plan de transition et à les communiquer à l'adresse précitée : <http://www.bilans-ges.ademe.fr> ».

17.6 Transmission des données relatives à l'origine des produits dans le cadre des marchés publics

Lorsque le marché public a pour objet la fourniture de produits d'habillement dont la liste figure en annexe II de l'arrêté du 22 décembre 2022 relatifs aux données essentielles des marchés publics (https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/texte_jo/JORFTEXT000046850496), le titulaire fournit à l'acheteur un mois après la notification du marché, sous format électronique, dans un standard ouvert librement réutilisable et exploitable par un système de traitement automatisé et dans le respect du secret des affaires et des droits de propriété intellectuelle détenus par des tiers, les données relatives à la part des produits issus de l'union européenne, dont la part de produits français, avec laquelle le marché sera exécuté.

Article 18 - PÉNALITÉS

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité, dans les conditions prévues par le présent article.

Sauf disposition contraire, les pénalités sont applicables de plein droit et peuvent être décomptées sans mise en demeure préalable.

Avant émission de tout titre exécutoire ou déduction sur le montant des factures émises par le titulaire, les décomptes de pénalités sont notifiés de façon expresse au Titulaire et précisent les modalités de calcul des pénalités.

A réception de ce décompte ou de toute décision de la personne publique induisant le principe de l'application de pénalités, le titulaire dispose d'un délai **de quinze (15) jours calendaires** pour présenter ses observations par un mémoire en réclamation.

Passé ce délai, il est réputé avoir accepté les pénalités mentionnées par le décompte ou la décision précitée. Si la personne publique décide d'appliquer des pénalités sans tenir compte de la contestation du titulaire, ce dernier est dispensé, pour le règlement de ce différend, du respect de l'article 46 du CCAG/FCS.

Le montant des pénalités ainsi établies peut venir en déduction des paiements à effectuer au titre de toute facture suivante ou donner lieu à l'émission par la personne publique d'un titre exécutoire, notamment en cas d'insuffisance des sommes dues au Titulaire.

Les pénalités sont cumulatives. Au sein d'une même prestation, des pénalités de typologie différente, peuvent le cas échéant être appliquées. En outre, si le retard dans la réalisation d'une unité d'œuvre entraîne un retard pour l'exécution d'autres unités d'œuvre, les pénalités s'appliqueront à chaque unité d'œuvre concernée.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment de l'exécution des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire dans les conditions prévues à l'article 20 du présent CCAP.

En cas d'ajournement ou de rejet de tout ou partie d'une prestation, dans le cadre des opérations de vérification, les pénalités sont dues pour toute la période comprise entre la date contractuelle de livraison de la prestation et la date de livraison (en cas de rejet) ou de représentation (en cas d'ajournement) précédant, selon le cas et dans les conditions prévues à l'article 10 du présent CCAP, la décision d'admission, d'admission avec réfaction, de rejet définitif dudit livrable ou de résiliation.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/FCS le titulaire est redevable de la totalité des pénalités dues.

En cas de résiliation du marché pour faute du titulaire dans les conditions fixées à l'article 19 du présent CCAP et à l'article 41 du CCAG/FCS, les pénalités peuvent être appliquées jusqu'à la veille incluse du jour de la date d'effet de la résiliation.

18.1 Pénalités applicables en cas de retard dans la livraison des têtes de série (TDS) (applicable aux lots 1 et 2)

Les pénalités de retard commencent à courir le lendemain du jour où le délai d'exécution contractuel de livraison défini à l'article 5.3.5 du CCTP du lot 1 et à l'article 5.6 du CCTP du lot 2 est expiré.

En cas de dépassement du délai contractuel de livraison des TDS commandées au titre du présent marché, le titulaire encourt - pour chaque type d'effet dont la livraison des TDS est en retard :

- une pénalité de cent (100) euros par jour calendaire de retard ;
- une pénalité de deux cents (200) euros par jour calendaire de retard pour les effets suivants :
 - Concernant le lot 1 :
 - Gilet multi-poches haute visibilité opérations commerciales - unisexe
 - Parka haute visibilité opérations commerciales - unisexe
 - Gants motocyclistes mi-saison - unisexe
 - Polo coton et fibres synthétiques terrestre à manches longues et courtes - homme et femme
 - Chemise UBAS terrestre - unisexe
 - Polo coton et fibres synthétiques aéromaritime à manches longues et courtes - homme et femme
 - Softshell marin et opérations commerciales - homme et femme
 - Pantalon de service terrestre et opérations commerciales - mi-saison - homme et femme

- Pantalon de service aéromaritime - saison été - homme et femme
- Concernant le lot 2 :
 - Veste été motocycliste + protecteur gonflable (airbag) sans fil (EPI)
 - Pantalon été motocycliste (EPI)
 - Veste hiver motocycliste + protecteur gonflable (airbag) sans fil (EPI)
 - Pantalon hiver motocycliste (EPI)

18.2 Pénalités applicables en cas de retard dans l'exécution de la prestation de transfert des stocks existants et dans l'exécution de la prestation de transférabilité au terme du marché (applicable au lot 1)

Les pénalités de retard commencent à courir le lendemain du jour où le délai d'exécution contractuel de livraison défini :

- à l'article 5.1.4 du CCTP concernant la prestation de transfert des stocks existants et intégration dans le stock et dans le SI
- à l'article 7.3 du CCTP concernant la prestation de transférabilité au terme du marché est expiré.

En cas de dépassement du délai contractuel, le titulaire encourt une pénalité de retard calculée par application de la formule suivante :

$$P = V \times R / 300$$

dans laquelle :

P : le montant de la pénalité en euro ;

V : la valeur HT des prestations de transfert ou de transférabilité commandées ;

R : le nombre de jours calendaires de retard.

18.3 Retard sur la livraison en recette du SI (applicable au lot 1)

Les pénalités de retard commencent à courir à l'expiration du délai d'exécution contractuel :

- de livraison du SI sur l'environnement de recette défini à l'article 5.2.11.2 du CCTP.

En cas de dépassement du délai contractuel de livraison le titulaire encourt une pénalité de vingt mille (20 000) euros. En outre en cas de retard supérieur à un mois le titulaire encourt une pénalité complémentaire de mille **(1000) euros par jour calendaire de retard**.

- de mise en production défini à l'article 10.2.1.2 du CCAP. En cas de dépassement de ce délai, le titulaire encourt une pénalité de trois cents **(300) euros par jour calendaire de retard**.

18.4 Retard de livraison des effets, équipements et accessoires livrés au stock (applicable aux lots 1 et 2)

Les pénalités de retard commencent à courir le lendemain du jour où le délai d'exécution contractuel de livraison défini à l'article 6.2 du CCTP concernant le lot 1 et 6.5.4 concernant le lot 2 est expiré.

En cas de dépassement du délai contractuel de livraison des effets le titulaire encourt une pénalité de retard calculée par application de la formule suivante :

$$P = V \times R / 500$$

dans laquelle :

P : le montant de la pénalité en euro ;

V : la valeur HT des fournitures commandées souffrant de retard ;

R : le nombre de jours calendaires de retard

18.5 Retard dans les contrôles opérés par le titulaire du lot 1 lors des livraisons effectuées au stock par le titulaire du lot 2 ou des tiers (applicable au lot 1)

Les pénalités de retard commencent à courir le lendemain du jour où l'un des délais d'exécution contractuels définis aux articles 9.6.1.2, 10.6 du CCAP et 6.3.4.2 du CCTP est expiré.

En cas de dépassement d'un des délais contractuels suivants :

- De Transmission à l'acheteur du BL signé par ses soins lors des livraisons réalisées par le titulaire du lot 2 ou par des fournisseurs tiers au présent accord cadre ;
- De vérification qualitative et quantitative des effets livrés par le titulaire du lot 2 ;
- De vérification qualitative des effets fournis par des fournisseurs tiers au présent accord cadre ;
- D'intégration des effets dans le stock et dans le SI.

le titulaire encourt une pénalité de retard de **100 euros par jour calendaire de retard**.

18.6 Retard dans la livraison des effets aux agents sur le site de livraison final (applicable au lot 1)

Les pénalités de retard commencent à courir le lendemain du jour où le délai contractuel de livraison sur le site final défini à l'article 6.4.5 du CCTP est expiré.

En cas de dépassement du délai contractuel de livraison des effets le titulaire encourt pour chaque

effet livré en retard une pénalité de retard calculée comme suit :

$$P = 0.8 + 0.2 \times R$$

dans laquelle :

P : le montant de la pénalité en euro pour chaque effet livré en retard ;

R : le nombre de jours calendaires de retard

18.7 Pénalités liées à la maintenance du SI (applicable au lot 1)

18.7.1 Pénalités liées au non-respect des taux de disponibilité

Lorsque le taux de disponibilité semestriel est inférieur aux seuils fixés aux termes de l'article 5.2.4 du CCTP (hors maintenances planifiées), le titulaire encourt une pénalité de 50 € par heure d'indisponibilité au-delà du seuil défini, étant précisé que toute heure entamée d'indisponibilité est considérée comme une heure entière d'indisponibilité.

18.7.2 Pénalités en cas de dépassement des délais de prise en charge et résolution des d'incidents

Le titulaire encourt en cas de dépassement des délais de correction et de prise en charge des incidents définis à l'article 5.2.5 du CCTP les pénalités suivantes :

- ↳ Concernant les **incidents bloquants**, le non-respect des délais de mise en place d'une solution de contournement et de résolution ouvre droit à l'application – pour chaque incident concerné – d'une pénalité de 50 € par heure de retard.
- ↳ Concernant les **incidents majeurs**, le non-respect des délais de mise en place d'une solution de contournement et de résolution ouvre droit à l'application – d'une pénalité 25 € par heure de retard.

Il est précisé que toute heure entamée d'indisponibilité est considérée comme une heure entière d'indisponibilité.

Le titulaire encourt en cas de dépassement - sur une semaine glissante - du nombre maximum d'incidents défini à l'article 5.2.5 du CCTP les pénalités suivantes :

- ↳ Concernant les **incidents bloquants**, tout dépassement du nombre maximum d'incidents ouvre droit à l'application d'une pénalité de 150 € par incident bloquant supplémentaire.
- ↳ Concernant les **incidents majeurs**, tout dépassement du nombre maximum d'incidents ouvre droit à l'application d'une pénalité de 75 € par incident majeur supplémentaire.
- ↳ Concernant les **incidents mineurs**, tout dépassement du nombre maximum d'incidents ouvre droit à l'application d'une pénalité de 30 € par incident mineur supplémentaire.

18.8 Pénalités liées au service support (UOL02 applicable au lot 1)

18.8.1 Pénalités relatives aux demandes adressées au support

Le titulaire encourt en cas de dépassement des délais de prise en charge et de traitement d'une demande (hors délais de traitement des incidents), définis à l'article 6.6.1 du CCTP une pénalité :

- Pour la prise en charge de la demande d'assistance d'une pénalité de 10 € par heure de retard.
- Pour le traitement de la demande d'assistance d'une pénalité de 20 € par heure de retard

Il est précisé que toute heure entamée de retard est considérée comme une heure entière de retard.

18.8.2 Pénalités liées au SAV

En cas de demande adressée au support ayant pour objet la mise en œuvre du SAV. Le titulaire encourt en cas de dépassement des délais de traitement définis à l'article 6.6.2 du CCTP une pénalité de 5 € par jour de retard et par demande.

Il est précisé que tout jour entamé de retard est considéré comme un jour entier de retard.

18.9 Pénalités pour non-respect de l'engagement d'insertion par l'activité économique

En cas de non-respect par l'entreprise attributaire des obligations relatives au nombre d'heures d'insertion à réaliser, il sera appliqué une pénalité de **60 euros** par heure d'insertion non réalisée.

En cas de non-transmission des attestations et des justificatifs propres à permettre le contrôle de l'exécution des actions d'insertion, le titulaire subira une pénalité égale à **75 euros** par jour de retard à compter de la mise en demeure par le pouvoir adjudicateur.

18.10 Pénalités applicables en cas de non-respect de toute autre obligation du présent accord-cadre

L'acheteur se réserve le droit de mettre le titulaire en demeure de se conformer à l'une de ses quelconques autres obligations contractuelles, dans un délai déterminé. L'absence de transmission des livrables imposés par le CCTP peut donner lieu à l'application de cette pénalité.

En cas de non-respect de cette mise en demeure, le titulaire encourt une pénalité de **trois cents (300) euros par jour calendaire de retard**.

18.11 Plafond de pénalités

Par dérogation au CCAG-FCS, le montant total des pénalités appliquées est plafonné à 15 % du montant HT total des commandes engagées auquel s'ajoute, pour le lot 1, le montant du forfait.

Lorsque l'ensemble des pénalités infligées atteint ce plafond, l'accord-cadre peut être résilié sans mise en demeure préalable du titulaire en application de l'article 19 du présent CCAP.

Article 19 - RESILIATION

L'acheteur peut résilier l'accord-cadre dans les conditions de l'article L.2521-3 du code de la commande publique et à l'article 41 du CCAG/FCS.

Il est précisé, en complément de l'article 41 du CCAG/FCS, que l'accord-cadre peut être résilié aux torts du titulaire, voire à ses frais et risques, en application des dispositions de l'article 45 du CCAG/FCS :

- **après mise en demeure préalable** dans les cas suivants :

- non-remise tous les **six (6) mois**, à compter de la date de notification et jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre, ou inexactitude des attestations requises à l'article D. 8222-5, D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail après mise en demeure de l'acheteur ;
- non-réalisation dans les délais impartis, d'une ou plusieurs des obligations contractuelles mentionnées aux documents contractuels ;
- non-respect des dispositions de l'article 17.1 du présent CCAP relatives à la protection de l'environnement ;
- en cas de non-respect des normes définies ou aux spécifications techniques définies au CCTP ;

- **sans mise en demeure préalable** dans les cas suivants :

- en cas de dépassement de la clause de sauvegarde en application de l'article 14.3 du présent CCAP ;
- en cas d'atteinte du plafond de pénalités prévu à l'article 18.11 du présent CCAP ;
- en cas de décision définitive de rejet lors des procédures de livraisons et vérifications conformément aux dispositions de l'article 10 du présent CCAP ;
- en cas de non-respect des exigences de sécurité en application de l'article 12.5 du présent CCAP ;
- en cas de non-respect de la clause de confidentialité prévu à l'article 12.4 du présent CCAP.

La décision de résiliation est notifiée au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception avec un préavis **d'un (1) mois** avant la date d'effet de la résiliation.

En outre, les cas spécifiques de résiliation prévus à l'article 41 du CCAG/FCS, de même que la résiliation pour motif d'intérêt général prescrite à l'article 42 du CCAG/FCS demeurent applicables au présent marché.

Article 20 - EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

En cas d'inexécution par le titulaire d'une prestation, qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard ; ou en cas de résiliation du marché aux torts du titulaire, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le présent marché, aux frais et aux risques du titulaire, en application des dispositions de l'article 45 du CCAG/FCS.

Article 21 - DISPOSITIONS DIVERSES

21.1 Langue

Tous les documents écrits et remis par le titulaire doivent être rédigés en langue française.

21.2 Sous-traitance

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties du présent marché public dans les conditions prévues aux articles L. 2193-1 à L. 2193-14 du Code de la commande publique, à la condition expresse d'avoir obtenu de l'acheteur l'acceptation écrite préalable du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Il est rappelé que la sous-traitance totale des prestations est interdite.

Le sous-traitant est soumis aux mêmes obligations issues des différents documents contractuels du présent marché que le titulaire. Toutefois, le titulaire demeure personnellement responsable de toutes les obligations résultant du marché.

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>).

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de **vingt-et-un (21) jours calendaires** à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité), l'acheteur est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

Lorsque le montant des prestations confiées au sous-traitant est égal ou supérieur à **six cents (600) euros TTC**, le sous-traitant est payé directement par le pouvoir adjudicateur.

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement conformément aux articles R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique.

21.3 Assurances

Conformément à l'article 9 du CCAG/FCS, le titulaire est tenu de contracter une police d'assurance couvrant les risques du présent marché.

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'acheteur en cas d'inexécution. Dans un délai de **quinze (15) jours** à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier être en possession d'une police d'assurances.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à l'acheteur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

Le titulaire ainsi que les sous-traitants éventuels désignés doivent justifier, au moyen d'une attestation, au moment de la constitution, puis à tout moment en cours d'exécution, qu'ils sont couverts par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1243 du code civil ainsi qu'au titre de la responsabilité professionnelle en cas d'accident et de dommage occasionnés par la conduite des prestations ou les modalités de leur exécution, à l'exception de ceux résultant de fautes ou de négligence de l'administration.

Il fournit les attestations d'assurance requises à chaque date d'anniversaire de celles-ci ; il informe expressément l'administration de toute modification de ses contrats d'assurance.

Le défaut d'assurance peut être sanctionné par la résiliation de l'accord-cadre aux torts du Titulaire, dans le cadre des dispositions prévues à l'article 41 du CCAG/FCS.

21.4 Autres obligations administratives

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution.

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail.

Lorsqu'il contrevient à ces dispositions, après mise en demeure restée infructueuse, le titulaire peut faire l'objet d'une décision de résiliation du marché à ses torts sans qu'il puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques. La mise en demeure est notifiée par écrit et assortie d'un délai. A défaut d'indication du délai, le titulaire dispose de deux (2) mois à compter de la notification de mise en demeure pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Si le titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents suivants :

a) L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service « SIPSI » du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail ;

b) Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

Le titulaire fournit, si l'acheteur en fait la demande, les renseignements sur les éléments techniques et comptables du coût de revient des prestations qui font l'objet du présent marché public (notamment bilans, comptes de résultat ainsi que leur comptabilité analytique et tout document de nature à permettre l'établissement des coûts de revient).

Le coût de revient comprend, au-delà du prix, l'ensemble des dépenses liées à l'exploitation, qui sont nécessaires pour élaborer, produire, vendre et livrer un produit, une prestation ou un service.

Le titulaire ainsi que leurs sous-traitants, ont l'obligation de permettre et de faciliter la vérification éventuelle sur pièces ou sur place de l'exactitude des renseignements demandés par la DGDDI.

Ils peuvent être tenus de présenter leurs bilans, comptes de résultat ainsi que leur comptabilité analytique et tous documents de nature à permettre l'établissement des coûts de revient.

21.5 Traçabilité sociale des chaînes d'approvisionnement

21.5.1 Principes généraux

Le titulaire doit la plus grande transparence en matière de traçabilité sociale des chaînes d'approvisionnement mobilisées pour la fourniture de l'objet du présent marché.

Cette préoccupation de l'acheteur est fondée sur les principaux textes suivants :

- Les huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail (OIT) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, sur le droit d'organisation et de négociation collective, sur le travail forcé, sur l'abolition du travail forcé, sur l'âge minimum, sur les pires formes de travail des enfants, sur l'égalité de rémunération, concernant la discrimination.
- La loi n° 2017-399 du 27 mars 2017 relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre loi sur le devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre (pour les catégories de titulaires ciblées par la loi) ;
- Les principes directeurs des Nations unies « Droits de l'Homme et entreprises » ;
- Les principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales (pour les catégories de titulaires concernées).

En particulier et en application de l'article 6 du CCAG-FCS, les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main d'œuvre est employée.

Le titulaire est tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main d'œuvre est employée.

Le Titulaire avise ses fournisseurs de ce que les obligations énoncées au présent article leurs sont applicables.

Par ailleurs, les matières premières employées dans la fabrication des fournitures ainsi que les produits finis ne doivent pas avoir d'effet néfaste sur la santé des utilisateurs et doivent être conformes aux normes européennes.

21.5.2 Obligations du Titulaire

Le Titulaire transmet à l'acheteur les informations et documents décrits dans le tableau ci-dessous, selon qu'il est ou non soumis à la loi n° 2017-399 du 27 mars 2017 relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre.

Fréquence	de	Délai de transmission	Information ou document à fournir
-----------	----	-----------------------	-----------------------------------

transmission		
Titulaire soumis à la loi sur le devoir de vigilance		
En début de marché	Six (06) mois maximum après notification du marché	Plan de vigilance sous format dématérialisé ou lien internet accessible pour télécharger ce plan ; Plan rédigé en langue française Cartographie des risques sur les familles de produits ciblées dans le plan de vigilance ; La cartographie prévoit, outre l'identification des risques, les mesures d'évaluation et les mesures de prévention engagées ou prévues par l'entreprise
Annuellement – En début d'année civile	Au plus tard le 1 ^{er} mars	Plan de suivi sur l'année N-1
Titulaire non soumis à la loi sur le devoir de vigilance		
En début de marché	Dans les six (06) mois après notification du marché	Descriptif (plan d'action) des actions engagées et/ou prévues afin de prévenir et de maîtriser les risques de violation des droits de l'Homme dans les chaînes d'approvisionnement mobilisées dans le cadre du marché
Annuellement – à date anniversaire du marché	Au plus tard un (01) mois calendaire après la date anniversaire	Rapport sur la mise en œuvre du plan d'action

Dans tous les cas, les engagements du Titulaire sont attestés par le renseignement du « questionnaire sur la traçabilité sociale des chaînes d'approvisionnement » qu'il aura complété dans le cadre de réponse technique annexé à son offre. Les informations consignées dans ce questionnaire seront suivies durant l'exécution du marché et le titulaire est tenu d'indiquer les outils adoptés et les principes endossés en matière de conduite responsable de ses activités. Il peut également décrire toute autre démarche mise en œuvre : code de conduite, charte éthique, questionnaire fournisseurs etc.

21.6 Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence

La menace sanitaire peut appeler l'application de mesures d'urgence, notamment l'état d'urgence sanitaire déclaré en application des dispositions du code de la santé publique. Cette situation est assimilée à un cas de force majeure dès lors que cette situation est inconnue des parties au moment de la signature du marché public par l'acheteur ou que cette situation, bien que connue des parties, donne lieu à des mesures d'urgences nouvelles inconnues des parties au moment de la signature du marché public par l'acheteur et ayant un impact direct sur l'exécution du contrat. Ces situations sont constitutives d'un « évènement perturbateur » au sens du présent article.

L'évènement perturbateur fait obstacle à l'application de sanction, de pénalités contractuelles à l'égard du titulaire comme à la mise en œuvre de la responsabilité contractuelle des parties à raison de retards ou d'inexécution des obligations qui leur incombe, dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et le retard ou l'inexécution.

21.6.1 Suspension de l'exécution des prestations à la demande du titulaire

Si le titulaire est temporairement dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie des prestations du fait de l'évènement perturbateur ou que cette exécution ferait peser sur lui une charge manifestement excessive, il peut en demander la suspension par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

La décision de suspendre l'exécution des prestations à la demande du titulaire fait l'objet d'un écrit émanant de l'acheteur et est transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée du marché. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension du marché à la demande du titulaire, l'acheteur se réserve la possibilité de conclure un marché de substitution avec un tiers pour satisfaire les besoins qui ne peuvent souffrir aucun retard, nonobstant toute clause d'exclusivité et sans que le titulaire du marché initial ne puisse engager, pour ce motif, la responsabilité contractuelle de l'acheteur. L'exécution du marché de substitution n'est pas effectuée aux frais et risques du titulaire.

Le titulaire ne peut quant à lui être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'il démontre qu'il ne dispose pas des moyens suffisants pour exécuter les prestations ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive.

A ce titre, toute justification permettant à l'acheteur d'apprécier le bien-fondé des difficultés rencontrées ou à venir ainsi que leur lien de causalité avec l'évènement perturbateur doit être fournie par le titulaire. Le titulaire doit prouver l'impossibilité temporaire de poursuivre l'exécution du marché en apportant la preuve qu'il ne dispose pas de moyens suffisants (ex : exercice du droit de retrait par les salariés - art. L. 4531-1 C. travail -, adaptation des conditions de travail à la situation sanitaire), ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive.

La suspension de l'exécution des prestations à l'initiative du titulaire n'ouvre droit à aucune indemnité au bénéfice de ce dernier.

21.7 Règlements des différends

La survenance d'un éventuel litige ne dispense en aucun cas le titulaire de respecter ses obligations contractuelles. En particulier, elle ne l'autorise ni à interrompre l'exécution du marché, ni à suspendre cette exécution, ni à modifier la teneur de ses obligations. L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent accord-cadre ou à l'exécution des prestations de cet accord-cadre.

Tout différend doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire en réclamation exposant précisément les motifs de ce différend, conformément aux articles 46.2 et 46.3 du CCAG/FCS.

La réglementation de l'achat public institue comme principe la recherche du règlement amiable des conflits.

Les parties au présent contrat conclu et exécuté de bonne foi, s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation et de coopération, tout différend ou litige qui pourrait survenir relatif à son existence, son interprétation, ou à son exécution.

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire de réclamation exposant précisément les motifs de ce différend et indiquant, le cas échéant, pour chaque chef de contestation, le montant des sommes réclamées et leur justification.

Les ministères économiques et financiers s'engagent à en accuser réception dans les quinze jours. Le pouvoir adjudicateur dispose du délai prescrit par l'article du CCAG susmentionné pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut décision de rejet du mémoire de réclamation.

Le correspondant identifié pour traiter ce type de demande est l'acheteur en charge du suivi d'exécution : dg-fin2-achats@finances.gouv.fr

L'acheteur et le titulaire privilégient le recours au médiateur interne relations fournisseurs des ministères économiques et financiers à l'adresse suivante : mediation-fournisseurs.bercy@finances.gouv.fr

En cas de constatation par le médiateur de l'échec de cette médiation interne, les parties pourront saisir le médiateur des entreprises via le portail suivant : <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/contactez-mediateur-des-entreprises>

En cas d'échec de cette dernière, les parties pourront saisir le comité consultatif de règlement amiable compétent dans les conditions prévues à l'article R. 2197-1 à R. 2197-24 du code de la commande publique.

Les parties pourront néanmoins directement saisir le médiateur des entreprises, sans recourir au médiateur interne, ou encore le comité consultatif de règlement amiable compétent sans recourir à une médiation préalable.

Comité consultatif national de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics

6, Rue Louise Weiss
75703 Paris Cedex 13
Téléphone : 01.44.97.04.22
Courriel : ccra.daj@finances.gouv.fr

La saisine d'un médiateur ou d'un conciliateur doit être effectuée avant l'expiration du délai de recours contentieux.

La saisine d'un médiateur interrompt les délais de recours contentieux jusqu'à la notification de la décision prise par l'acheteur ou de la constatation du médiateur de l'échec de sa mission.

Le médiateur interne des ministères économiques et financiers et le médiateur des entreprises agissent comme tierce partie afin d'aider les parties qui en ont exprimé la volonté à trouver une solution mutuellement acceptable.

Le comité consultatif de règlement amiable compétent a lui pour mission de rechercher des éléments de droit ou de fait en vue d'une solution amiable et équitable.

Dans l'hypothèse où le différend n'aurait pas trouvé de solution acceptable pour les deux parties, il appartiendra à la plus diligente d'entre elles, si elle s'y croit fondée, de saisir la juridiction compétente du litige en cause dans le cadre d'un recours contentieux.

En cas d'échec de la tentative amiable, les parties pourront recourir à la transaction telle que définie aux articles 2044 et suivants du Code civil. L'acceptation du résultat de la transaction implique renonciation à tous recours ultérieur pour le même objet.

21.8 Litiges et contentieux

Le présent marché public est régi par le droit français.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal administratif de **Montreuil**, sis :

Tribunal administratif de Montreuil

7, Rue Catherine Puig

93 558 MONTREUIL Cedex

Téléphone : 01.49.20.20.00

Télécopie : 01.49.20.20.99

Courriel : greffe.ta-montreuil@juradm.fr

Article 22 - DÉROGATIONS

Par dérogation à l'article 1er du CCAG/FCS, le présent CCAP ne comporte aucun récapitulatif des dérogations apportées au CCAG/FCS.

En cas de contradiction entre les stipulations du présent CCAP et celles du CCAG/FCS, les premières prévalent sur les secondes.

* *

*